

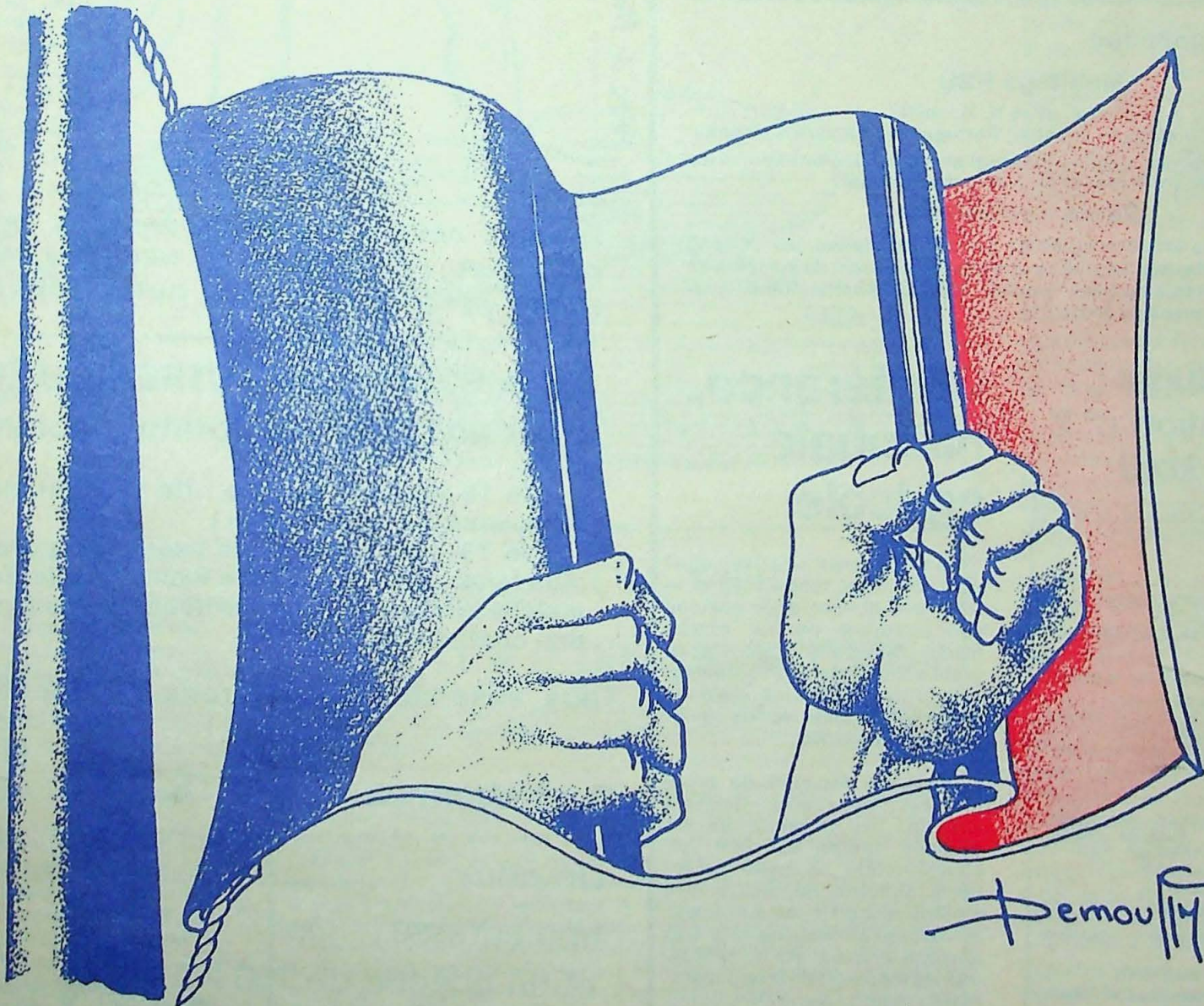
Portugal:
les révolutionnaires
s'expliquent

n° 683 du 21 au 28 décembre 1975, 3 F 50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié



Tribune socialiste

Avec les emprisonnés



Solidarité inconditionnelle

SOMMAIRE

De 3 à 10 : Le dossier Armée

- La gauche et l'arméep.4
- Six heures qui ébranlèrent la gauchep.5
- Appel du Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés
La mobilisation contre la répressionp.6
- A la CFDT : un goût de cendrep.7
- Pour le pouvoir : des inculpés encombrantsp.8
- Chez les paysans : un regard nouveau sur l'arméep.10

● Après le congrès de la JOC
La peau de chagrin du radicalismep.11

● Assistance publique : hôpital, un lieu à part ?
CFDT - PTT Paris, un pas en avantp.12

● Giscard en Egypte
Une interview d'Abba Sidikp.13

● PORTUGAL : interview du MES et de la LUARp.14-15

● ESPAGNE : ce n'est pas l'arme au pied .p.16

Calendrier politique

Meetings PSU

Le 19 décembre à Beauvais, avec H. Benoist.
Le 8 janvier à Compiègne, meeting Portugal avec Maurice Najman.
Le 9 janvier à Noyon, meeting Portugal avec Maurice Najman, et au Havre avec Bernard Ravenel de retour du Portugal.

Santé - entreprise

Week-end de la branche santé du secteur entreprise, les 11 et 12 janvier 1976 à Paris. L'hôpital : entreprise et élément du système de santé ; place et rôle du travail social ; militer à l'hôpital. Renseignements 9, rue Borromée Paris 15e.

**Portugal
information n° 2
est sorti**



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ

Direction politique : Alain TLEMEN

Ont collaboré à ce numéro :
M. Abrahamian, P. Caïn, M. Dronne,
M. Echeverry, P. Gollet, R. Grillot, J. Julien,
C. Louzoun, M. Mousel, M. Najman,
B. Ravenel, Y. Sparfel, M. Touan,
G. Yverres.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

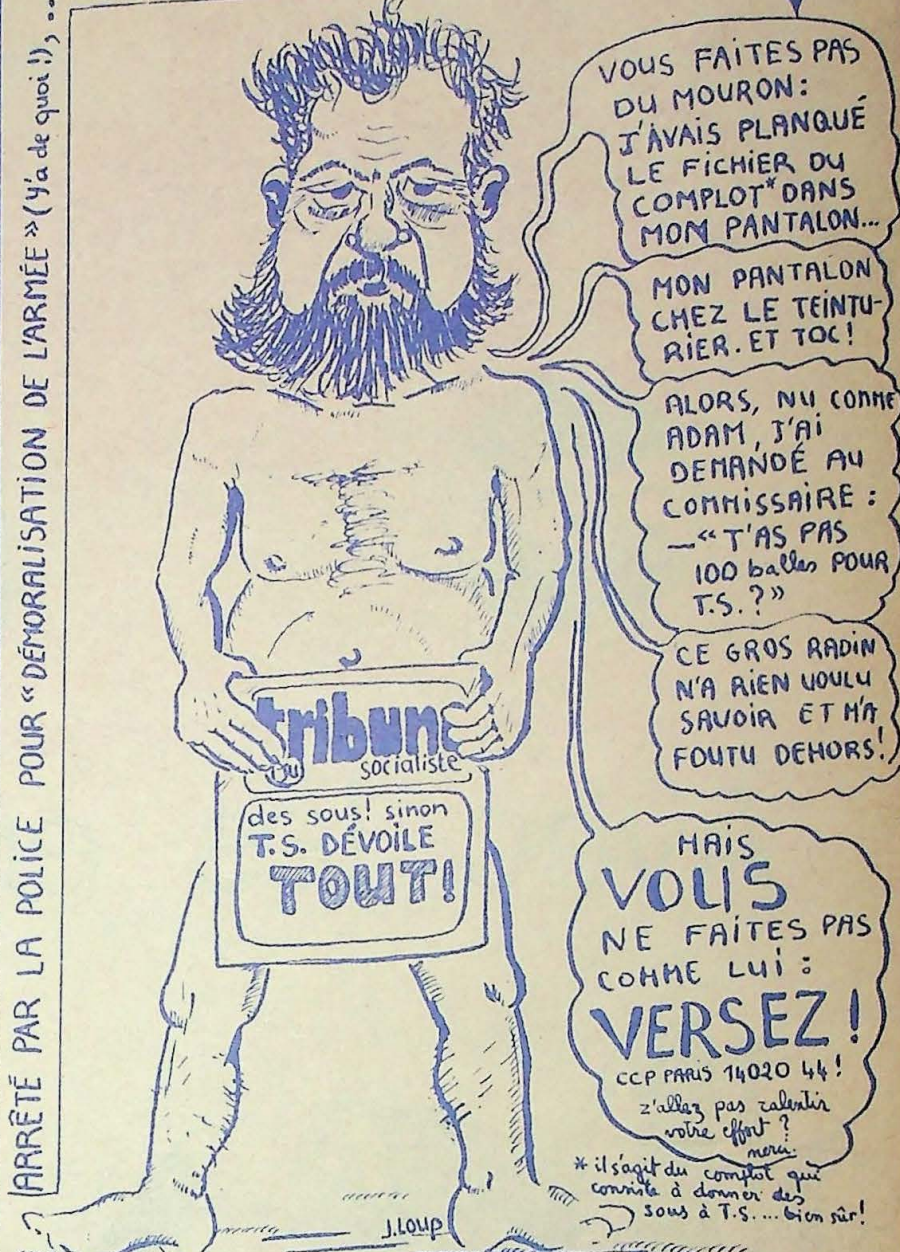
Conférence nationale agricole

La Conférence nationale agricole, qui s'est tenue à Paris le week-end dernier, a été quelque peu perturbée par les événements. Beaucoup d'entre nous ayant été obligés de se mobiliser pour lutter contre la répression et exiger la libération de nos camarades emprisonnés.

Aussi, en fonction de telles données, auxquelles viennent s'ajouter les vacances de fin d'année toutes proches, un compte-rendu de cette conférence annuelle ne pourra être adressé aux militants du secteur agricole qu'au début de 1976. Des analyses précises sur les problèmes du foncier et de la rémunération de la force de travail permettront à cette occasion de relancer la politique agricole du PSU.

En outre, *Germinal* n° 4 vient de paraître. Il est en vente au prix de 1 franc. Les abonnements (10 francs) sont à adresser aux éditions Syros.

... HERVÉ LE TOCQUIN, trésorier national, DÉCLARE :



TROUBLÉ DANS SES COMPTES PAR LES SBÏRES DE PONIA, CETTE SEMAINE, HERVÉ N'A PU FAIRE LE BILAN DE VOS DONS POUR TS.

TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN
Pour préparer une formule nouvelle

Un TS nouvelle formule ! On voudrait bien ! Sans vous, on ne peut rien !

Un TS qui vous informe mieux, plus grand, plus beau ; pour cela, nous avons besoin de la mobilisation de tous les militants. La souscription continue !

Tous ensemble nous ferons un nouveau journal !!!

● **et abonnez-vous à TS...**

Un nom

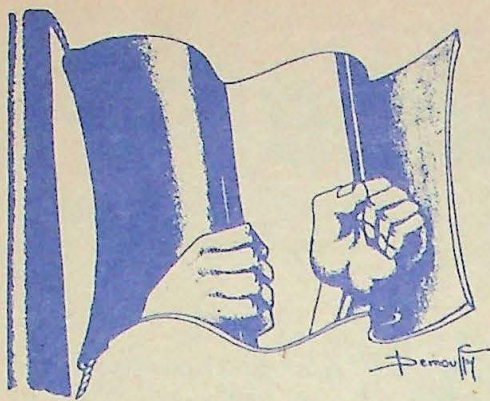
une adresse :

et un chèque de 100 F_v

(pour 6 mois 60 F - soutien 150 F)

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65





Anti-unitaire et irresponsable ?

Michel Mousel

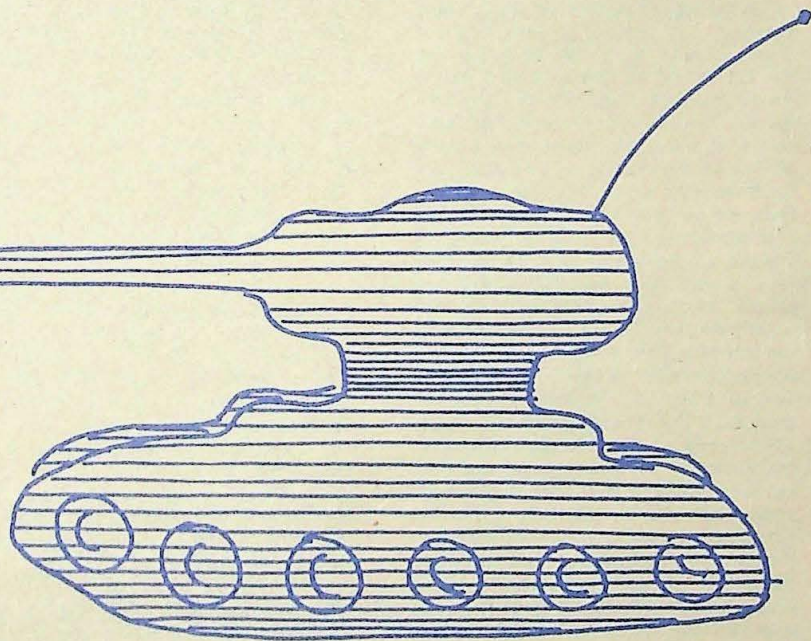
Il faut avoir le sens aigu de l'unité dans la lutte et de la responsabilité dans l'action de masse qui caractérise les Radicaux de gauche pour porter sur nous le jugement catégorique de François Loncle : l'attitude du PSU a été anti-unitaire et irresponsable lors de la réunion de la gauche lundi dernier. Et Le Fi-

un éditorial de René Andrieu pour qui le texte n'a pas dit ce qu'on pourrait lui faire dire, tout en suggérant qu'il voulait peut-être le dire quand même ; une déclaration de la CFDT qui tente d'en donner l'interprétation qui précisément lui a été explicitement refusée.



garo de se demander benoîtement si le PSU « n'a pas laissé passer une chance — rare dans l'histoire de ce parti — de se faire reconnaître en tant qu'organisation responsable, par le PS et le PC ». Espérons qu'il n'est venu à aucun de nos partenaires l'idée d'instituer Le Figaro dans le rôle de portier, ou de videur, au club des organisations responsables.

Ces points de vue sont d'ailleurs bien isolés. Quand on consulte le reste de la presse au lendemain de ce lundi chaud, on y trouve plutôt une autre interrogation : pourquoi une réaction aussi timorée de la gauche devant l'extension manifeste de la répression ? Et l'on relève moins de triomphalisme que de malaise dans les prises de position des participants à la réunion : des commentaires fort embarrassés de Pierre Beregovoy à la radio ;



où l'on voit qu'il n'y a pas de surprise

Une lecture un peu attentive du budget de la défense de 1976 soumis au vote du Parlement montre qu'en haut lieu une aggravation de la répression était planifiée.

Pour un budget général en augmentation de 7 % sur 1975, on découvre que la Sécurité militaire bénéficie d'une augmentation de 37 %, « pour tenir compte des besoins du service ». Le service d'information et de relations publiques des armées (service de propagande) reçoit + 45 %, la justice militaire + 21 %. Quant à la gendarmerie, qui représente un cinquième des dépenses militaires, le rapporteur du Sénat note : « le directeur de la gendarmerie vient de confier au commandement la tâche d'expérimenter et de remettre au point, au niveau des compagnies de gendarmerie, un système de surveillance générale et mobile sur la route en permanence, et capable d'assurer d'une part la prévention de la criminalité, d'autre part une possibilité d'intervention rapide. Quel serait le nom de ces unités ? « Pelotons d'intervention rapide » par exemple ?... Peu importe d'ailleurs ». Par contre, on ne constate aucune amélioration dans le volume destiné à l'entretien des casernes : + 6 % d'augmentation !

Avec un budget pareil, on voudrait nous démoraliser que ça ne nous étonnerait pas. Défense nationale ou défense du capital ?

Mais qu'est-ce donc que l'unité ? Pour nous, ce n'est pas d'abord le spectacle offert aux masses des « dirigeants de la gauche » côte à côte sur les boulevards. « L'accord entre organisations n'est jamais une condition suffisante pour la constitution de la mobilisation populaire ; à l'inverse, le désaccord peut être un facteur de blocage au développement de l'unité populaire. C'est pourquoi il convient d'utiliser chaque avancée de l'unité à la base pour contraindre les organisations à en tirer les conséquences ». C'est ce que nous disions au congrès d'Amiens. On pourrait citer des pages entières de la résolution générale qui éclairent parfaitement la phase dans laquelle nous nous trouvons.

Unitaire, le mouvement des soldats l'est, profondément, et à un double titre. D'abord parce que l'action de masse a eu pour dominante la volonté de s'adresser aux appelés et engagés sur une base large, et non pas de se retrécir sur une critique purement idéologique de l'armée ; c'est pourquoi, si nous avons été conduits à jouer un rôle important dans le soutien au mouvement, celui-ci a concerné les militants de toutes les organisations ouvrières — même si elles le nient — et aussi bien sûr une majorité de jeunes sans appartenance politique. Mais le mouvement des soldats a représenté aussi une pratique de l'unité populaire d'un autre point de vue, qui n'est pas le moins important : en ce qu'il a cherché en permanence la jonction avec l'ensemble des luttes ouvrières et populaires. A tra-

vers ses mots d'ordre « unifiants », comme nous disons, puisqu'ils traduisent dans l'armée les revendications essentielles des travailleurs. A travers ses perspectives d'organisation puisqu'elles s'expriment aujourd'hui essentiellement sous la forme du syndicat lié aux organisations ouvrières. A travers sa critique du militantisme, qui rejoint à la fois le refus de la classe ouvrière d'une armée briseuse de grève, et celui des paysans face à l'occupation des terres pour raisons militaires ou nucléaires.

C'est cela, la base de l'unité. C'est à partir de cela qu'elle se construit et que nous continuerons à la rechercher, au-delà d'un conflit qui est une manifestation parmi d'autres de notre refus de la ravalier au rang de faux-semblants. Il est évident que, pour atteindre son plein développement, elle exige d'être portée à son niveau le plus élevé par un accord des forces populaires sur des objectifs communs cohérents avec le mouvement de masse. Pas un accord qui en trahisse le sens et la réalité, comme on a essayé de nous le faire signer. Encore moins un accord qui laisserait entendre, peu ou prou, que le pouvoir aurait quelques bonnes raisons de réprimer le mouvement, ou une partie de celui-ci. La seule raison, c'est que ce mouvement est dirigé contre lui ; comment, lorsqu'on se prétend d'opposition, transiger avec cette vérité élémentaire, et fuir l'expression la plus simple de la solidarité ? Non, décidément, nous ne voyons pas ce que ces attitudes ont de commun avec le mot « unité ».

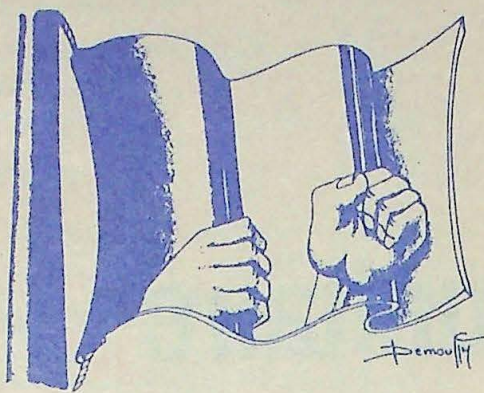
Avec celui de responsabilité non plus. Quand une majorité de l'électorat communiste se déclare favorable au syndicat de soldats ; quand trois partis se souviennent enfin qu'ils ont enfin réclamé la liberté d'association à l'armée ; quand partis et syndicats ont participé à la lutte contre la loi Debré, on a le choix entre deux attitudes : assumer ses responsabilités ou se déjuger. Mais le plus grave n'est pas de se déjuger en tant qu'organisation ; c'est de ne pas couvrir les militants qui, eux, ont été logiques avec une position qu'ils croyaient ferme, et qui sont aujourd'hui inculpés, incarcérés, poursuivis. Là, se trouve la plus intolérable des irresponsabilités.

Nous sommes, nous, responsables. De nos propres camarades du parti, comme de ceux qui ont agi avec eux pour la conquête des droits démocratiques à l'armée.

Faut-il, pour ne pas tomber sous le coup de l'atteinte au moral des armées, saper celui des soldats et des travailleurs ? S'il faut choisir, nous choisissons : le soutien aux luttes, et non la débandade devant un article du code pénal.

Michel MOUSEL ■

L'arme à gauche



Les dernières prises de position des organisations politiques de la gauche et des organisations syndicales ont soigneusement subordonné la solidarité à la nécessité de clarifier les différentes analyses de l'armée et de la défense nationale, en vue d'élaborer une sorte de charte commune. Le problème de l'armée a bien été, de fait, au cœur de toutes les déclarations. Seule la CFDT, par son secrétaire général Edmond Maire, a fait de « la lutte pour les libertés syndicales, de la lutte pour la défense de la CFDT attaquée » en lien avec « la lutte pour leurs revendications » la nécessité de l'heure.

L'actualité a donc été l'occasion, pour l'ensemble de ces organisations, de rappeler leur orientations sur les problèmes militaires, et bien souvent de s'en démarquer — pour reculer !

Rappelons tout d'abord les formulations figurant dans le Programme commun, « ciment » de l'union de la gauche et texte minimal commun à toutes les organisations signataires, plus précisément dans le chapitre XI consacré à la « jeunesse », 3e paragraphe : « le service national ».

« Le service des jeunes gens sera ramené à 6 mois ; il pourra s'accomplir dans les unités de la région où est domicilié l'appelé et à partir de 18 ans. Les dispositions relatives au sursis seront améliorées et libéralisées. Un statut démocratique du soldat sera promu. Les droits et les libertés d'expression, d'association, de pensée, de confession seront garantis. Le prêt sera relevé et indexé sur le SMIC, la gratuité instaurée sur tous les transports, la prime alimentaire augmentée, le temps de permission égal pour tous, les permissions agricoles rétablies. La préparation militaire, organisée sur la base du volontariat, sera contrôlée démocratiquement. Les objectifs de conscience reconnus ne seront ni favorisés ni pénalisés. Ils accompliront leur temps légal et seront affectés à des tâches d'intérêt général. Ils seront dispensés de l'instruction militaire et du service dans les unités combattantes. Ils jouiront des mêmes droits et libertés que l'ensemble des citoyens »

Le débat, instauré dans les journaux après la création d'une section syndicale par les soldats du 19e RG de Besançon, a précisé la façon dont chacune de ces organisations se situait sur l'exercice du droit d'association dans l'armée.

C'est ainsi que l'on a pu constater, dans un premier temps, un accord surprenant sur le terme de « comité de soldats ». A condition, pour le PC, que ses militants, par leur participation aux comités, s'efforcent « de (le) faire concourir à la démocratisation du service », et, pour le PS, qu'ils soient l'émanation sous forme de comités consultatifs d'élections dans les unités, et qu'ils ne soient pas bien sûr le fait « de groupes ultraminoritaires et d'avant-garde ». J. Moreau rappelait que, pour la CFDT, « les appelés ne forment pas un groupe social homogène »,... et que « seule, une action de masse prenant appui sur les problèmes vécus... peut permettre la création d'un rapport de forces qui, tout en imposant la satisfaction des revendications les plus légitimes, évite la répression. Il appartient aux appelés eux-mêmes, au travers de cette action, de trouver les formes d'organisation et de représentation, y compris syndicales, adéquates ». Le

problème du syndicat, pour les deux premières organisations, ne se posait que pour les militaires de carrière.

La répression gouvernementale, en s'attaquant tout d'abord aux militants CFDT, a semble-t-il aidé le PC, le PS et la CGT, sans oublier la FEN, à mieux prendre conscience de l'importance et de la portée du mouvement de syndicalisation chez les appelés, et par leur intermédiaire chez les militaires de carrière.

On a ainsi pu apprendre qu'il n'était pas possible de prendre parti sur le fond, et d'exiger la libération immédiate des emprisonnés sans prendre connaissance des dossiers. Curieuse conception de la solidarité, quand les libertés syndicales et une organisation syndicale sont attaquées, que de se réfugier derrière la « légalité » d'une juridiction d'exception, contraire à la Constitution. Les dernières déclarations et prises de position communes ont été une escalade dans cette respectabilité...

C'est, de fait, ce qui est en cause aujourd'hui. C'est ce qu'on voulu faire éclater Chirac, Bourges et Bigeard, Poniatowski et Lecanuet. C'est la confirmation au grand jour de contradictions et de courants diversifiés au sein de la gauche. C'est que, plus l'armée se politise, plus la gauche tente de la considérer comme un instrument neutre, respectable et à ménager. Le Chili l'avait, hélas !, rappelé récemment...

Sous couvert de respectabilité, on découvre que le syndicat est,

— soit une manipulation gauchiste, donc la paye garantie, pour ne pas dire la désorganisation systématique (ce qui ne manque pas de se dire dans la bouche du digne responsable FO qu'est Bergeron),

— soit... « une idée d'arrière-garde, porte ouverte à la CFT » (ce qui doit vouloir signifier pour Chevènement que, mieux vaut supprimer tout syndicat dans la métallurgie, puisque la CFT y sévit...) voir *Le Monde* du 13 décembre 1975,

— soit... une utopie dans un secteur non productif (ce qui devrait poser problème à l'auteur de cet avis, M. Rocard ; comment un fonctionnaire pourrait-il être syndiqué ? Le brillant carriériste du PS se déclarerait-il opposé au Syndicat de la magistrature, ou de la police ?),

— soit... une impossibilité, étant donné l'absence d'unité de classe, et le caractère transitoire de la condition d'appelé (comment alors justifier le militantisme des étudiants communistes au sein de l'UNEF ?).

Tous ces refus sont fondés sur une analyse de l'armée.

Le PS, par exemple, est incapable de prendre en compte dans les faits une lutte de masse sans rapport avec des débouchés électoralistes ; il témoigne de la myopie du réformisme social-démocrate, pour ne pas parler d'aveuglement, sur tout ce qui touche à l'analyse de l'Etat et des appareils d'Etat ou de la bourgeoisie. L'armée, appareil « neutre », se doit d'être gagnée par une réforme sérieuse, lui permettant de jouer de façon satisfaisante, c'est-à-dire plus adéquate, son propre rôle : assurer la défense nationale dans le cadre actuel. Améliorer la condition financière et sociale des cadres militaires, redorer le blason de l'armée, instaurer une vague participation au moyen de commissions de casernes serait, selon Charles Hernu, porte-parole du PS sur ces problèmes, le moyen radical de transformer l'institution militaire et de lui restituer toute son efficacité et sa finalité : la défense de la nation.

Pour le CERES, son objectif « d'ancrage du PS à gauche » inclut bien sûr la fidélité au Programme commun, au besoin amélioré d'un zeste d'autogestion. Sur l'armée, cette ligne se manifeste par la participation à la CORAN, le refus de tout syndicat de soldats « idée d'arrière-garde » pour Chevènement. Quant à l'exercice de droits démocratiques (figurant dans le Programme commun), la revendication semble se réduire dans la limite de la caserne, par l'octroi de commissions réglementaires et responsables bien sûr.

Le mot d'ordre du PC de démocratisation de l'armée s'inscrit dans la lutte générale pour la démocratisation de la société. Face au pouvoir des monopoles, et conformément à l'analyse du PC sur le capitalisme monopoliste d'Etat, la première tâche, dans l'armée comme dans l'ensemble des lieux de pouvoir et de production dans la société, est de restaurer la démocratie battue en brèche par le grand capital. Le statut démocratique du soldat, revendication soutenue également par la CGT, comporte comme objectif la mise en place de la reconnaissance des clubs de soldats dans les casernes. C'est donc assurer une participation à la gestion de tous les intéressés par l'intermédiaire de leurs délégués élus, et un accès plus ouvert et plus rapide garanti pour tous aux échelons de la hiérarchie.

Le centre de ces plates-formes, c'est la non-remise en cause de l'armée en tant qu'appareil répressif d'Etat et le refus de prendre en compte l'ensemble des contradictions qui la traversent actuellement. Que dès maintenant les luttes des travailleurs préfigurent la société qu'ils veulent construire, celle où ils exerceront directement le pouvoir, c'est-à-dire la société socialiste, c'est ce que semblent ignorer l'ensemble de ces organisations. Leur attitude actuelle, face à la répression, en est une preuve supplémentaire.

Georges YVERRES

Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés

Formé à l'initiative de nombreuses personnalités et responsables syndicaux, le comité national a commencé son activité. A Paris, lundi 15, il a organisé un meeting à la Mutualité. La salle était trop petite pour contenir les milliers de jeunes et de travailleurs venus clamer leur combativité.

Présidée par Paul Noirot, assisté de deux membres du MAJ, émaillée de nombreux messages de soutien, cette rencontre a permis de dénoncer la répression actuelle, la Cour de sûreté de l'Etat, le rôle de l'armée. Claude Bourdet, le général de la Bollardière, un paysan du Larzac, Pierre Halbwachs, Marie Blondelle (femme de Lionel Blondelle, emprisonné à Fleury-Mérogis), maître Kiejmann, Daniel Delaveau (de *Témoignage Chrétien*), Madeleine Rébérioux et Francis Kahn sont successivement intervenus. Claude Bourdet avait été perquisitionné le matin même. Pierre Halbwachs était arrêté le lendemain, et relâché après 24 heures d'interrogatoire.

Ce meeting n'est que le début du puissant mouvement de solidarité que nous allons développer dans les jours qui viennent.

Dans toute la France, le texte de l'appel circule sous forme de pétition et recueille sur les marchés, dans les entreprises et les bureaux, dans les grands ensembles, des milliers de signatures. Dans de nombreux cas, des travailleurs communistes et socialistes signent aux côtés de militants d'autres courants du mouvement ouvrier.

Il faut continuer et amplifier cette campagne de signatures et d'explication. **Signez et faites signer l'appel !** Renvoyez les listes à *Politique Hebdo*, 14-16, rue des Petits Hôtels - 75010 Paris.

appel

Plusieurs dizaines de soldats et de militants viennent d'être inculpés « d'entreprise de démoralisation de l'armée » et sont déjà déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception ; ils encourrent des peines de 5 à 10 ans de prison. Le pouvoir veut ainsi interdire l'exercice des droits démocratiques à l'armée et s'attaque par là même, à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique comme le montrent ses récentes déclarations. Des locaux d'organisations syndicales et politiques ont été perquisitionnés, des militants arrêtés et la plupart d'entre eux inculpés et emprisonnés.

Les signataires de cet appel demandent la cessation des poursuites engagées, la levée de toutes les inculpations et la libération immédiate des emprisonnés. Ils apportent leur soutien à tous les soldats qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits démocratiques, notamment le droit d'association au sein de l'armée.

Sur cette base, les signataires appellent la création d'un comité national.

Envoyez vos signatures à : *Politique Hebdo*, 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris (10e).

C.C.P. - avec mention pour le Comité national pour les emprisonnés - 32.75.099 La Source.

Liste des premiers signataires :

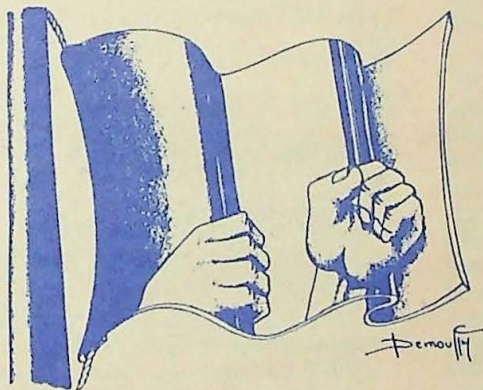
Madeline Rébérioux, Pierre Vidal-Naquet, Olivier Revault d'Allone, Pierre Halbwachs, Daniel Guérin, Michel Foucault, Jean Cassou, Jean Chesneaux, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Jean-Pierre Vigier, Edouard Depreux, Claude Bourdet, Roger Pannequin, Maxime Leforestier, Georges Casalis, François Châtelet, Jean-Claude Grumberg, Yves Boisset, Lucienne Hamon, Jean-Pierre Vernant, Marguerite Duras, Dionys Mascoto, Laurent Schwartz, Michèle Beauvillard, Monique Antoine, Antoine Comte Franck Natali, Marcel Manville, Daniel Jacobi, Général Jacques de Bollardière, Yves Dechézelle, Denis Landais, Henri Virlojeux, Serge Reggiani, Jean-Louis Bory, Claude Roy, Jacques Chatagner, Paul Noirot, Pasteur Cruse, Alain Jaubert, Michel Piccoli, Guy Bedos, M.-F. Kahn, Section S.G.E.M. de la Ve section de l'Ecole des Hautes Etudes.

Nouvelles signatures : Claude Perdriel, Colette Magny, Edouard Pignon, Hélène Parmelin, Jean-Pierre Faye, Georges Perec, Raymond Jean, Maurice Pons, Jean-Roger Caussimon, Robert Sabatier, Bernard Noël, Jean Ricardou, Jules Roy, Max-Pol Fouchet, maîtres Gomez de Junco, Yakovlev, Maleville, Lévy, Domenach, Launier, Natali, Comte.

Six heures qui ébranlèrent la gauche

Voici donc réunies les sept organisations. Il est 9 h 40, le lundi 15 décembre au siège du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), 11, rue de Grenelle. Derrière une table en fer à cheval, les représentants de trois centrales syndicales — CGT, CFDT, FEN — et de quatre partis politiques — PCF, PS, MRG et le « petit PSU » — photographes, journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télé grouillent dans tous les couloirs.

Toute la semaine qui a suivi la manif du 5 décembre où la CFDT s'est trouvée seule avec le PSU et les groupes d'extrême gauche, tractations et communiqués communs se sont succédés : comité de liaison de la gauche, CFDT-FEN, CFDT-PS. Entre la CGT et la CFDT, le fossé s'est élargi après la fameuse « petite phrase » de Georges Séguy sur les « inconditionnels de la solidarité ». Mais la CFDT est allée chercher réconfort et renfort auprès de la FEN et du PS. Aura-t-elle enfin gain de cause ? Parviendra-t-elle à faire reculer le bloc PC-CGT, à changer en sa faveur le rapport de forces au sein du comité de liaison de la gauche ?



★ D'entrée de jeu, le problème est posé. Va-t-on, enfin, admettre que la CFDT est particulièrement visée en tant qu'organisation à travers les perquisitions de ses locaux, les arrestations et les inculpations de ses militants ? Va-t-on cesser d'évacuer le terrain de la lutte contre la répression, du soutien aux militants poursuivis pour avoir appuyé le combat des soldats pour la liberté d'expression et d'association à l'armée ? A vrai dire, ces thèmes sont évoqués sans chaleur. Où es-tu, Edmond Malre ?

le procès

De l'ardeur, il y en a de l'autre côté, mais pour accuser la CFDT. Elle a prêté le flanc à la provocation, recèle en son sein des éléments troubles, des « antimilitaristes », qu'elle ne veut pas désavouer. Puisqu'elle ne veut pas, ou ne sait pas, faire régner l'ordre dans sa maison, elle n'aura pas l'honneur d'être nommée.

Tel est le climat.

Pour bien montrer à quel point le procès fait aux syndicats de soldats est dépourvu de fondements, Victor Leduc lit le tract du 19e RG de Besançon. Aucune trace d'antimilitarisme. Il rappelle que l'antimilitarisme a d'ailleurs sa source dans le mouvement ouvrier socialiste et communiste, dit qu'on ne saurait en condamner le principe, mais que le mouvement actuel ne se situe pas sur ce terrain.

Rien n'y fait. Les positions sont figées. La CGT et le PC ne bougent pas d'un iota. Les autres sont discrets. Là-dessus, coup de théâtre. On apporte des radiogrammes. La police est en train de perquisitionner le siège du PSU, deux membres de son Bureau national sont interpellés au Quai des Orfèvres. Michel Mousel demande l'adoption immédiate d'une déclaration : « les sept organisations réunies le lundi 15 décembre, informées des perquisitions au siège du PSU et de l'interpellation de deux membres de son Bureau national,

THÉÂTRE
LE PALACE
DIRECTEUR PIERRE LAVILLE

20 h

du mardi au samedi - dimanche 15 h

ALEXANDRA K.
d'André Benedetto

22 h 30

du mardi au samedi - dimanche 15 h

LA PYRAMIDE !
de Copi

8, rue du Fg-Montmartre - 770.44.37

querelle de mots ?

C'est alors un carrousel d'interventions PS, CGT, PC, FEN, pour tenter de persuader la délégation du PSU qu'elle ne sait pas lire les textes, que si le PSU signe, il est par là-même absout etc. Les bons apôtres devaient être démentis le lendemain même par une petite phrase de René Andrieu, qui sait bien ce qu'écrire veut dire. Selon lui, « le texte ne contient « aucune allusion » au fait que le PSU aurait prêté le flanc aux provocations du pouvoir... même si elle n'aurait pas été absolument contraire à la vérité ».

Derrière cette querelle de mots, il y avait tout le problème de la solidarité avec le mouvement démocratique des soldats, avec ceux qui l'appuient. Le refus de soutenir le PSU, la condamnation implicite portée contre lui relèvent du même ostracisme que l'attitude adoptée à l'égard de la CFDT.

La dernière mouture du texte du comité de liaison n'a rien cédé sur ce point. La FEN propose qu'on fasse mention de « perquisitions dans les locaux des organisations syndicales ». Enorme concession ! La CFDT va-t-elle s'en contenter, alors qu'elle avait exigé une claire dénonciation des attaques dont elle est l'objet ?

le problème de la solidarité

Nouvelle suspension de séance, très longue celle-là. La CFDT consulte sa Commission exécutive. La délégation du PSU consulte les membres du Bureau national présents rue Borromée. Entre eux, l'accord est vite réalisé.

Enfin, la CFDT revient. Elle s'incline, considère que l'accord s'est fait « sur des bases claires », tout en regrettant l'attitude du PC et de la CGT à son égard. Pourquoi a-t-elle cédé ? Ses militants le lui demanderont. Elle s'est probablement lourdement trompée sur le degré du soutien que lui apporteraient les alliés qu'elle s'est choisis. Elle est peut-être beaucoup moins libre de ses mouvements depuis l'opération « Assises du socialisme ». L'événement du 15 décembre laissera des traces profondes dans ses rangs et ouvrira bien des yeux. La délégation du PSU fait une dernière tentative pour transformer le texte. Elle se heurte au même refus obstiné.

C'est fini, Michel Mousel, Victor Leduc, Pascal Gollet, quittent la salle, non pas « furieux » ou « amers », comme l'a dit la presse, mais très calmes, bref « responsables » et « unitaires ».

Rémy GRILLOT ■



Frapper ensemble !

Jour après jour, le pouvoir amplifie la répression. On parle maintenant ouvertement de 100 dossiers d'inculpation en préparation.

Et pendant ce temps, alors que l'unité sur des mots d'ordre clairs et simples (libération des emprisonnés, liberté d'organisation et d'association dans les casernes) peut se réaliser, PC, PS et CGT continuent de mettre comme préalable un accord « sur le fond », à l'évidence irréalisable. Mais, à la solidarité ouvrière, il n'y a pas de préalable possible. La défense commune face à la bourgeoisie est un principe vieux comme le mouvement ouvrier lui-même. Et ce principe, malgré toutes les difficultés, se transforme en actes partout où c'est possible. Car la riposte se développe et s'étend. De nombreux mouvements ont pris position contre les exclusives lancées en particulier par le PC et la CGT (Confédération nationale des associations populaires familiales, Ligue laïque pour le socialisme, Conseil national des associations familiales laïques, comités bretons anti-répression...).

Les manifestations ont continué, toute la semaine, à réunir dans toute la France des centaines et des milliers de travailleurs. A Limoges, 600 personnes à l'appel de la CFDT, du PSU, de la LCR, de LO et du MARC ; 400 à Caen (CFDT, PSU, PS, MARC) ; 200 à Beauvais (CFDT, FEN, PSU, LCR ; ici PCF, PS et CGT se sont retirés à la dernière minute, n'entraînant avec eux qu'une trentaine de manifestants) ; plusieurs centaines à Argenteuil, mardi dernier, à l'appel de la CFDT et du PSU...

Jeudi 18, malgré le refus « irresponsable et anti-unitaire » des « six grandes organisations » de mener le combat en commun, des milliers de manifestants se sont regroupés dans la plupart des villes derrière les banderoles du « comité national pour la libération des emprisonnés ».

Là où des manifestations de rue n'ont pas pu être organisées malgré la volonté du PSU et de la CFDT, se sont réunies des meetings. Comme à Mulhouse où PC et CGT ne sont pas venus aux réunions. Des raisons, « on ne voit pas ce que le PSU y fait », déclarait un responsable — aveugle — du PCF.

Manifestations, meetings, actions aussi. Comme à Saint-Dizier où deux élus municipaux du PSU ont été arrêtés pour avoir distribué un tract du syndicat des soldats du 403e RA de Chaumont. Comme en Bretagne où, le lundi 15 décembre, une motion des comités anti-répression a été déposée dans toutes les mairies. Comme à la gare de l'Est à Paris, dimanche 14, où onze paysans et paysannes du Larzac ont distribué un tract aux soldats.

Dans plusieurs villes, des collectifs anti-répression se sont mis en place (à Angers par exemple avec le PSU, la Ligue des droits de l'Homme, le MARC, Révolution, LCR, LO, le Comité de lutte des objecteurs, le comité organisait, le mardi 16, un rassemblement devant la Bourse du travail).

Ailleurs, des déclarations unitaires sont signées : comme à Hermont-Eaubonne (2 sections PSU, 2 sections PS, union locale CFDT), à Paimpol (où CGT, CFDT, FEN, Paysans-travailleurs, PCF, PS, PSU, UDB exigent « la libération immédiate de tous les emprisonnés, l'arrêt des poursuites engagées, la reconnaissance des droits d'association à l'armée, la dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat et du TPFPA »), à Saintes, la FEN, la CGT, la CFDT, le PC, le PS, le PSU, le MODEF, l'Association populaire familiale, la Fédération Cornec, les Paysans-travailleurs, la Libre pensée appelaient ensemble à un rassemblement vendredi 12 devant la Bourse du travail.

L'unité d'action est donc possible, mais elle suppose l'initiative militante. Mobilisation donc !

M N ■

→ élèvent une vive protestation contre cette nouvelle atteinte aux libertés qui manifeste l'aggravation de la politique répressive du pouvoir ». Il faut croire que ce court texte pose de graves problèmes de conscience à la gauche unie. Personne ne reprend la proposition. Même pas le membre du CERES qui fait partie de la délégation du PS. La délégation du PSU revient à la charge. Finalement le comité de liaison de la gauche demande une suspension de séance.

On ne retiendra pas le texte du PSU, décide le comité. Mais il a re-rédigé deux paragraphes de sa déclaration initiale de façon, disent ses porte-parole, à tenir compte des demandes du PSU.

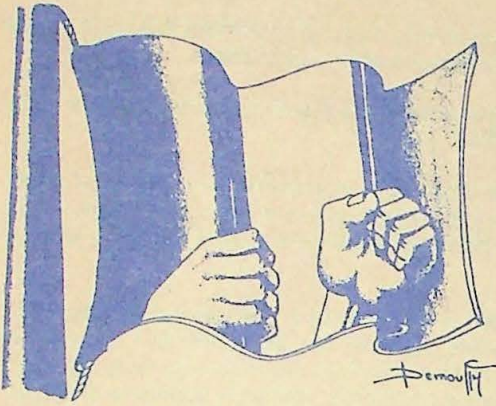
un texte inadmissible

Voilà ce que ça donne : « les organisations signataires ont déjà dénoncé dans les derniers jours les tentatives de les amalgamer à des groupes ou à des activités antimilitaristes et irresponsables avec lesquels elles n'ont rien à voir. Aujourd'hui même, la poursuite de la répression gouvernementale et l'escalade de la provocation policière constituent une nouvelle étape de la même manœuvre pour tenter de discréditer le mouvement syndical et démocratique et porter de nouvelles atteintes aux libertés ». En outre, on a introduit dans le texte la revendication formulée par le PSU de « levée des inculpations » assortie de la réserve « devant la Cour de sûreté de l'Etat ».

Tout à tour, Michel Mousel et Victor Leduc reprennent la parole pour dire que ce texte est inadmissible pour le PSU. D'abord il désigne à la répression des « groupes ». Ensuite, il ne comporte aucune marque de solidarité avec ceux qui sont aujourd'hui en butte à la répression (le terme n'a d'ailleurs été inclus qu'après une dure discussion). Il signifie, au contraire, que l'action du pouvoir contre le PSU est une tentative de jeter le discrédit sur le mouvement ouvrier. C'est bien la raison pour laquelle on s'est gardé d'adopter le texte qu'il proposait, ou de l'inclure de quelque façon dans la résolution générale. Le texte laisse planer le doute, dit Michel Mousel, sur la question de savoir si le PSU est l'objet ou le sujet de ce qu'on appelle la « provocation ».

un goût de cendre

Les organisations signataires du Programme commun et la CGT ont finalement accepté de ne plus se dérober à la nécessité d'une riposte unitaire. Malgré la condamnation très explicite de la répression et des atteintes aux « organisations syndicales », les militants de la CFDT vont garder de ce tardif feu de paille, un goût de cendre.



C'est déjà ce que traduit le communiqué publié par la confédération lundi soir : les phrases « nous regrettons, sans pour autant tomber dans la polémique, l'attitude du parti communiste et de la CGT qui se sont refusés à manifester de façon plus précise leur solidarité à la CFDT », et plus loin, « les militants et les adhérents CFDT qui se sont trouvés seuls face à la répression du pouvoir (...) » sont lourdes de sens.

mode d'emploi

Ce communiqué, beaucoup de militants de la CFDT le considèrent déjà comme « le mode d'emploi » du texte signé avec les organisations de la gauche officielle. En effet, on peut se demander si tous ceux qui ont explicitement soutenu la constitution de syndicats dans l'armée, approuvés par Edmond Maire dans son interview au *Quotidien de Paris* du 9 décembre, ont défilé de bon cœur à côté d'organisations qui, dignes et apeurées, se sentent « discréditées » parce que les flics de Ponia ont perquisitionné dans des locaux syndicaux et arrêté des responsables d'unions départementales. On peut se demander, aussi, s'ils portent le même jugement que certains responsables confédéraux qui déclarent « que l'accord s'est fait sur des bases claires ».

En effet, le texte n'organise pas clairement « une riposte à l'action anti-CFDT du pouvoir » comme le souhaitait Edmond Maire la veille de la rencontre, mais une manifestation contre l'entreprise de « diversion », de « provocation policière » du pouvoir. La signature de ce texte apparaît bien comme un recul après les déclarations de Marchais, Ségué et Krasucki condamnant pêle-mêle



la CFDT comme « perméable aux gauchistes » (donc aux provocateurs), comme « manquant de subtilité », « tombant dans le piège du pouvoir »... entre autres.

Qu'aux yeux de certains dirigeants CFDT, il soit gênant d'être soutenus par le PSU ne fait aucun doute. Mais faut-il pour autant renier ses principes d'action, crier au loup et tout à coup oublier tout bas ce qu'on soutenait tout haut une semaine avant. On ne peut parler de virage pour l'ensemble de la direction de la CFDT, mais on peut supposer que certains, contrairement à Edmond Maire, ont été prêts à le faire.

situation nouvelle

La CFDT va donc se retrouver dans une situation nouvelle. Des responsables, des militants ou des adhérents membres du PS, vont, avec des arguments contre l'isolement et sur la « responsabilité », attaquer les positions défendues par la confédération ces quinze derniers jours et les suspecter de gauchisme, de manque de préparation, d'absence de débat large dans l'organisation.

D'autres, au contraire, ont appliqué clairement l'orientation de la CFDT et se sont battus pour la liberté syndicale dans l'armée. Les nombreuses manifestations et prises de position de sections syndicales témoignent que cette orientation est profondément partagée. Malgré certaines nuances émises par la Commission exécutive en réponse à une tribune libre de l'Union régionale de Franche-Comté dans *Syndicalisme* du 4 décembre, les communiqués de la CFDT ont par la suite réaffirmé la revendication de liberté syndicale à l'usine et à l'armée. Sur cette base, beaucoup de militants sensibles aux revendications de la jeunesse n'accepteront pas qu'on revienne en arrière, qu'on fasse, de ceux qui ont pris le risque du combat, des sacrifiés.

Les divergences, qui semblent pour l'instant n'être « qu'affaire de sensibilité différente », n'apparaissent pas frontalement. La manière dont les sections syndicales, les unions locales et départementales, ont participé à la journée d'action de jeudi, a traduit les différentes attitudes selon les mots d'ordres lancés, l'importance de la participation, l'acceptation ou non de la présence du comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés dans le cortège.

Mais ces divergences vont voir le jour plus tard. Elles trouveront d'ailleurs un point d'application précis : l'unité d'action avec la CGT. Edmond Maire, dans une interview au *Quotidien de Paris* du 9 décembre, déclarait : « s'il n'y a pas d'action commune (avec la CGT contre la répression), une détérioration de nos rapports se produira inévitablement, et nous savons bien qu'elle aurait des conséquences négatives sur le niveau des luttes revendicatives ».

A cette action commune, beaucoup de militants de la CFDT auront l'impression d'y participer « malgré eux ». L'armée n'est qu'un exemple de la manière dont la CGT entend imposer l'unité syndicale : au couteau. Certains, la FGM notamment, chauds partisans d'une unité pouvant aller jusqu'à l'unité organique, sont aujourd'hui plus prudents. Mais on ne peut se permettre d'aller à la division et à l'isolement. Encore faudra-t-il dans les mois qui viennent « être unitaire pour deux » (ce qui à la base ne sera pas simple).

A la CFDT, la volonté de mener une bataille à laquelle d'autres répugnent, l'a emporté ces derniers jours. Il est à souhaiter que les affirmations visant à insinuer que la Centrale n'aurait eu d'autre souci que d'être originale ou « de redorer son blason » soient démenties par les actes à venir.

deux dangers

Les pires erreurs qui guettent aujourd'hui la centrale du square Montholon sont le repli précipité, voulu par certains sur des positions modérées au nom d'une unité à retrouver, et le refus de l'unité au nom du comportement de la CGT durant toute cette période. Il ne lui sera pas facile d'éviter ces deux dangers, de continuer à affirmer la nécessité d'une riposte de classe et de la perspective du socialisme autogestionnaire. Beaucoup de militants sont dégrisés des espoirs mis dans l'union de la gauche pour entraîner une dynamique populaire. Ils vont peut-être comprendre qu'on ne fait pas « malgré soi », « parce qu'il n'y a rien d'autre », le choix du réformisme.

« Dans cette lutte qui, certes, nous est durement imposée et durement menée par la classe dominante, nous ne sommes pas des « malgré nous ». Avec des « malgré nous », on ne gagne pas de guerre, et la guerre engagée entre les capitalistes et la classe ouvrière, nous voulons la gagner » déclarait F. Krumnow au Congrès de 1970 de la CFDT. Aujourd'hui, cette phrase a encore son sens, elle en a même de plus en plus. Devant la logique répressive du pouvoir, la gauche officielle a beaucoup ressemblé à ces « malgré nous ». Reste à démontrer, à la CFDT, qu'on ne s'en contentera pas.

Yves SPARFEL ■

Noël... aussi pour les prisonniers et leurs familles : envoyez votre contribution financière. MDPL : mention « Pour les emprisonnés ». BP : 12610 — 75463 — Paris, Cedex 10. CCP. PARIS — 2272 22.



Lettre à Gérard Jussiaux et à Jean Claude Valentini

Chers camarades,

(...) Avant votre emprisonnement, j'étais sympathisant PSU et je posais beaucoup de questions sur l'efficacité et le militantisme.

La nouvelle de votre emprisonnement a résolu ce problème d'un coup et j'ai décidé d'adhérer au PSU.

Si le pouvoir est capable d'une telle répression sauvage face à des militants comme vous, c'est que le parti grâce à vous s'est trouvé aux premières lignes du difficile combat révolutionnaire en France, et que ce parti doit être soutenu.

(...) Camarades, en pensant à votre vie et à votre isolement dans les geôles de l'Etat bourgeois, vous qui avez fait de votre vie l'expression d'une libération collective, je réalise l'ampleur des tâches qu'exige de nous le combat révolutionnaire. Face à ces tâches, nul ne peut plus se dérober, pour votre libération la lutte commence et doit s'amplifier.

(...) Camarades, sachez derrière les murs de vos prisons que vous n'êtes pas isolés, que vous n'êtes pas les minoritaires que la gauche réformiste croit pouvoir écarter d'un ton rassurant. Les directions politiques de ces partis réformistes seront bientôt confrontés à la colère et à la détermination des militants (...).

Ch. Salmon ■



Geneviève Petiot décorée !

Une certaine Geneviève Petiot vient de recevoir la Légion d'honneur au titre de la défense nationale.

Deux solutions : ou nous sommes plusieurs Geneviève Petiot, ou j'ai reçu cette « récompense » sans en être informée... !

Sans commentaire.

Geneviève PETIOT

La tactique gouvernementale

Des inculpés encombrants

Au début de cette semaine, s'est déroulée ce qui pourrait être la dernière phase du plan gouvernemental pour casser le mouvement des soldats et isoler l'extrême gauche.

En effet, quand ont été décidées les arrestations des appelés accusés de « démoraliser » leurs camarades, les autorités militaires avaient déjà préparé tout un plan de rafles et de perquisitions destinées à frapper les civils soupçonnés d'entretenir la fameuse entreprise de démoralisation. Toutes les fiches et les dossiers nécessaires avaient été réunis ; et l'interpellation des syndicalistes et des militants politiques devait se faire le surlendemain.

Mais, inquiet des premiers dérapages de l'opération, le gouvernement a décidé de surseoir quelques jours à ce « coup de poing », puis a résolu de n'en réaliser qu'une partie « pour voir ». C'est ainsi que quelques uns, mais quelques-uns seulement, des syndicalistes visés ont été soit interpellés, soit inculpés, soit, également, incarcérés. Grâce à l'attitude de la « gauche responsable », le gouvernement a pu s'offrir un petit luxe supplémentaire : les perquisitions et les interpellations toute provisoires au sein de l'extrême gauche. On peut d'ailleurs remarquer que cette dernière partie de l'opération a totalement échappé à la DST et à la Sécurité militaire, pour être confiée à une police judiciaire qui aurait plutôt tendance à prendre ce travail avec des pincettes...

Si le gouvernement a reculé devant deux de ses projets, à savoir l'incarcération de responsables de la LCR, du PSU et de Révolution et l'adoption de mesures coercitives contre, notamment, **Politique-Hebdo**, **Tribune Socialiste**, **Rouge et Charlie-Hebdo**, c'est qu'il a perçu que la limite supportable était atteinte. De même, a-t-il renoncé pour l'instant à l'interpellation de quelques journalistes. Toutes ces dernières mesures étaient vigoureusement réclamées par des officiers influents de la Sécurité militaire.

Si la première partie de l'opération contre la « démoralisation » était essentiellement destinée à prévenir toute tenue d'Assises clandestines des comités de soldats, le reste avait pour but de mettre la

gauche en difficulté et de rassurer la majorité silencieuse. L'armée étant actuellement le seul domaine où le pouvoir conserve un certain avantage de manœuvre.

Des rapports vides

Le problème qui reste à résoudre pour le gouvernement, après tout le cinéma offert à l'opinion publique, c'est de nourrir les dossiers nécessaires aux procès devant la Cour de sûreté de l'Etat. De ce côté là, surtout si l'on prend en compte la tribune que pourrait constituer la défense des accusés, défense qui s'étendrait obligatoirement sur quelques jours, le bilan est d'ores et



Communiqué de la CFDT et du syndicat de la magistrature

liste des emprisonnés

- FLEURY - 27, avenue des Peupliers - 91, Sainte Geneviève-des-Bois.

Lionel Blondelle, Armand Jung (n° écou 652223 - cellule 91 - 1ère division), Claude Baudoin, Jean-Claude Valentini, Bruno Marielle, Claude Feyrit (Cazeaux), Michel Briaud (Cazeaux).

- FRESNES — 1, avenue de la division Leclerc - 94251, Fresnes.

Gérard Jussiaux (division 3 - cellule 6 - n° écou 652 163), Patrice Bianco (Cazeaux - n° écou 652 025 - cellule 97 - 1ère division), Georges Vincente (Cazeaux), Michel Oger (Cazeaux), Jacques Stombouli.

- SANTE — rue de la Santé, Paris, 14e arrondissement.

Michel Bourre, Alain Genot (19e RG).

- INCULPES, EN LIBERTE PROVISOIRE.

Roger Houlet - UL CFDT - Sevran, Bertrand Gautier - Aix-en-Provence, Mme Colson - Chaumont, Richard Chaudron, Chaumont.

- INCARCERES EN GARDE A VUE.

Bertrand Jullien (Paris), André Dirr (Mulhouse), Olivier Noac (Mulhouse).

- INCULPES.

Brigitte Texier, Thierry Bernard.

La Commission exécutive de la CFDT et le Conseil syndical du Syndicat de la magistrature se sont rencontrés le 12 décembre, cette rencontre a été l'occasion pour les deux organisations d'examiner les atteintes portées aux libertés et de mesurer la gravité de la répression qui les visent l'une et l'autre tout particulièrement. L'incapacité du patronat et du pouvoir à répondre aux revendications des travailleurs qui supportent le poids principal de la crise économique les a conduits à s'adresser à la justice pour briser la combativité ouvrière et la contestation de leur autorité.

Ainsi s'expliquent les interventions du pouvoir dans les procédures en matière d'accidents du travail, l'utilisation du droit pénal pour briser les grèves, les poursuites judiciaires visant à infliger aux syndicats de lourdes condamnations financières.

Parallèlement, le pouvoir cherche à rendre responsables les délinquants du sentiment général d'insécurité, qui est dû principalement à sa gestion de la crise, pour tenter d'accroître la répression par un appel à une sévérité accrue des juges, une extension des pouvoirs de la police, des atteintes aux libertés des citoyens. Et de renforcer ainsi le contrôle sur les travailleurs. Il tente ensuite d'assimiler délinquance et exercice des libertés politiques et syndicales pour préparer le détournement de l'appareil répressif et son utilisation contre les syndicats et les partis d'opposition.

De la même manière, c'est maintenant l'ouverture d'une information auprès de la Cour de sûreté de l'Etat pour démoralisation de l'armée qui permet de perquisitionner dans les sièges des syndicats, d'interroger plusieurs dizaines de militants CFDT, d'inculper et de mettre en détention provisoire une dizaine d'entre eux. La CFDT et le Syndicat de la magistrature protestent contre la gravité des atteintes ainsi portées à la liberté d'expression et d'organisation des syndicats. Elles rappellent qu'elles ont déjà dénoncé et condamné l'institution de la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction politique entre les mains du pouvoir et qui permet à ce dernier de poursuivre, sous prétexte de subversion ou de démoralisation de l'armée, ceux qui ne sont pas d'accord avec sa politique.

Paris, le 12 décembre ■

déjà largement négatif. Quand on lit les rapports de Sécurité militaire qui parviennent les uns après les autres au ministère de la Défense et à la présidence de la République, on se rend compte qu'ils sont rigoureusement vides. Ils constituent, au mieux, en une lecture relativement attentive de la presse d'extrême gauche et antimilitariste. Le tout accompagné de commentaires et d'analyses sur le noyautage (y compris par le PC, affirment certains !) de l'armée qui relèvent de la littérature de guerre froide ou même d'avant-guerre.

Après l'escalade, le pouvoir en est donc désormais réduit à chercher les voies d'une désescalade discrète, surtout en prévision du procès. Ce désir de s'en sortir sans trop de casse et de ridicule n'exclut

d'ailleurs pas encore un ou deux coups de poing pour tenter de parfaire l'opération de désorganisation de l'unité gauche-extrême gauche et la mise en condition de la majorité silencieuse. Etant bien entendu que tout cela passe par un renforcement de l'autoritarisme dans de nombreuses casernes, notamment à Besançon où les gradés font régner la terreur parmi les appelés.

En l'espace de trois semaines, aspiré par la logique de ses craintes et de ses fantasmes de complot, le gouvernement est donc sur le point de se retrouver pris à son propre piège avec des appelés encore plus grincheux et indociles qu'avant et une pléiade d'inculpés tous plus innocents les uns que les autres au regard de la loi. Surtout au moment où l'on vient de relâcher à Marseille

les sept inculpés de « Justice Pied-Noir », cette organisation d'extrême droite accusée d'avoir organisé quelques attentats et « séquestrations » dans le sud de la France. Au moment où l'on remet en liberté M. Ibanés, le président de rapatriés qui n'hésite pas à stocker des armes et à s'organiser en milices armées au vu et au su de toutes les autorités judiciaires et policières, il devrait devenir assez difficile de maintenir les appelés et les syndicalistes en prison.

A condition que la mobilisation s'intensifie et que la gauche ne se désintéresse pas totalement de ce qui se passe. Tout le calcul du pouvoir prend appui sur ces deux éléments.

C.M.-V. ■

Isolement ?

Il nous est impossible, faute de place, de publier les textes des dizaines de motions, communiqués, télégrammes que nous recevons quotidiennement de toute la France. Après la perquisition dans nos locaux, le flot a grossi et nous avons reçu de très nombreux messages de solidarité. Parmi eux, plusieurs, comme celui de la CNAPE (Confédération nationale des associations populaires familiales) regrettent « que l'ensemble des forces politiques et syndicales de gauche ne ripostent pas avec la plus grande détermination aux initiatives du pouvoir qui atteignent le mouvement syndical, principalement la CFDT, et désormais les organisations d'extrême gauche, et en particulier le PSU ».

Les inculpations de soldats de ces derniers jours n'ont pas épargné le monde paysan. Un jeune agriculteur vient d'être incarcéré à Fleury-Méros, et traduit devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les paysans du Larzac ont distribué un tract aux permissionnaires, à la gare de l'Est à Paris, le dimanche 14.

Un changement profond s'est opéré au cours de cette décennie dans les relations des paysans avec l'armée. Loin de nous le temps où, pendant les manœuvres, les soldats logeaient chez les agriculteurs, et entretenaient avec eux des rapports très directs. Loin de nous aussi le temps où les travailleurs de la terre témoignaient d'un certain respect envers l'institution militaire. Les luttes paysannes contre l'extension des camps militaires, en liaison étroite avec les luttes paysannes contre le capitalisme en général, n'ont cessé de se multiplier. Le Larzac, Fontevraud, Canjuers, Châteaulin — après les guerres coloniales — ont permis à la paysannerie d'évoluer sur le plan idéologique. Les paysans voient plus, aujourd'hui, dans l'armée, un destructeur des richesses naturelles qu'un défenseur naturel du patrimoine national. HP a 24 ans. Il est salarié dans une entreprise de travaux agricoles du Sud-Finistère. Il a fait son service militaire en 1970-1971. Au départ, il s'était engagé pour cinq ans dans l'armée de l'air. Mais, après quinze jours de classes à Nîmes, il en a eu assez... et a préféré rejoindre les rangs du simple bidasse. Ainsi, il a passé le reste de son temps à Varennes-sur-Allier.

TS : Pourquoi t'étais-tu engagé alors ?

HP : Au sortir de l'école, vers les 18 ans, je me suis engagé dans l'armée pour deux raisons : mes parents m'y poussaient (ils n'avaient pas de travail pour moi à la ferme), et je n'avais aucun brevet professionnel. Aussi, je me suis trouvé devant le fait accompli : avoir 18 ans et ne pas savoir quoi faire. Or un jour, par hasard, je suis tombé sur une publicité relativement flatteuse de l'armée de l'air. Et, comme j'ai toujours rêvé, étant enfant, d'avions, j'y suis allé... A Chartres pour le conseil de révision, on était une centaine environ de la Bretagne, des gars de la campagne pour la plupart.

TS : Juste après les trois jours, tu es parti faire tes classes à Nîmes...

HP : comme je ne suis pas d'un naturel très discipliné, j'ai eu du mal à me faire à ce régime... Aussi, au terme de ces quinze jours, comme j'avais encore la possibilité de résilier mon contrat, j'ai sauté sur l'occasion. J'ai alors repris le service normal.

TS : Pour les gens de ton village, que signifie : s'engager dans l'armée de nos jours ?

HP : A l'époque où je faisais mon service, la réaction des gens que je connaissais était « au moins, celui-là, il est casé ». Aujourd'hui, les choses ont fortement évolué. Non seulement les engagés sont considérés comme des fainéants, mais aussi ils sont de plus en plus mal acceptés par la population locale. Il n'est pas conseillé à un engagé de se présenter dans une commune dès la retraite — lui, il l'a à 60 ans, sans avoir jamais rien fait de sa vie — pour prendre une place de garde-champêtre ou d'employé de mairie... Les militaires de carrière ne sont pas tellement appréciés par les jeunes filles qui restent encore dans nos campagnes. Ils servent de sujets à rire. Les jeunes appelés n'ont pas intérêt à aller au bal en uniforme s'ils ne veulent pas rester sur leurs chaises... alors les autres !

TS : Pour toi personnellement, que signifie, aujourd'hui, de s'engager ?

HP : L'armée n'est pas en soi une promotion sociale. Pour moi, celui qui s'engage aujourd'hui est un inconscient qui ne cherche qu'à fuir devant ses responsabilités. Seulement, avec la crise économique, je crains que le nombre des engagés n'augmente.

L'armée est le plus grand propriétaire foncier. En Bretagne, l'armée

Paysans

un regard nouveau sur l'armée



s'est appropriée beaucoup de terrain. C'est pourquoi depuis 1973, à Châteaulin, les paysans mènent une lutte contre l'expropriation par l'armée de 22 ha de terres qui appartiennent à deux fermiers. Un comité

de défense, le comité de Ty Vougeret, s'est constitué. La FDSEA, les paysans-travailleurs mènent la lutte avec la CFDT, les mouvements bretons, le PSU, le PS. La population de Châteaulin, commerçante, ap-

puyée par la municipalité de droite, est bien entendu partisane du camp. Mais autour de Châteaulin, la population est contre.

TS : Que pense la population rurale des mouvements actuels dans les casernes, des syndicats de soldats, des inculpations ?

HP : Les ruraux ne sont pas encore en mesure de saisir la dimension de ce débat. Pour Lip, le Larzac, les gens amenaient eux-mêmes le débat sur le tapis. Pour l'armée, pas encore, il est trop tôt. Il y a un manque d'information certain. Le comité antirépression, constitué en octobre-novembre à la suite des arrestations de plusieurs militants bretons, se branche directement, maintenant, sur le problème des militaires interpellés. Les tracts sont faits dorénavant à la fois pour les militants bretons et les militaires. Le but premier de cette action est bien sûr de sortir les copains de taule. Mais, à plus long terme, il est aussi de montrer le pourquoi de la répression.

En raison de la montée des luttes et de la répression, ces derniers temps, en Bretagne, le comité est devenu permanent. Depuis le 15 novembre, la population est informée de façon plus suivie.

Il est une chose qu'il faut dénoncer tout de suite. C'est le nouveau rôle donné à la troupe, un rôle de briseur de grève. Pour la défense, aujourd'hui, il y a la bombe atomique.

Tout citoyen doit avoir la liberté d'expression, et surtout celle de défendre ses droits (à l'armée, il n'y en a guère, sinon celui de la former. On est majeur, on a déjà travaillé quand on va au service, sont des raisons de plus pour être syndiqué à l'armée. Aussi, je suis entièrement d'accord avec le mouvement syndical qui se développe dans l'armée, d'autant plus que, sous l'uniforme, les paysans sont des travailleurs sans emploi la plupart du temps. La syndicalisation est donc une ouverture vers un véritable statut du travailleur, vers un statut ouvrier. Et de cette syndicalisation, l'unité ouvriers-paysans ne peut en ressortir que plus forte.

Un premier pas vient d'être franchi par l'appui massif que les syndicats ouvriers tels que la CFDT, les syndicats paysans comme les Paysans-travailleurs, et les partis révolutionnaires de gauche comme le PSU ont apporté à ce mouvement. Tout espoir reste donc permis...

propos recueillis par
Marc DRONNE. ■

.20%

de remise pour tous les achats supérieur à 100^F,00 de ...

LIBRAIRIE + DISQUES

CHANSONS ENFANTS
Rock
Folk
POP
CHANTEURS ...

THÉORIE
HISTOIRE
ROMAN
DOCUMENT ...

HAPPY BIRTHDAY

faites comme lui achetez à la librairie SYROS

• CASSETTES - C 90 7^F,50 TTC
- C 60 6^F,00 TTC



plus on est jeune, plus on est exploité

« Plus on est jeune, plus on est exploité ». Telle est, en substance, la conclusion du colloque organisé les 9 et 10 décembre dernier par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) sur les conditions de travail des jeunes ouvriers en France.

◆ Pour appuyer sa critique, la JOC a réalisé en 1973 une enquête auprès de 80 000 jeunes ouvriers. Cette « enquête vérité » révèle tout d'abord un facteur déterminant : la sous-qualification des jeunes : 64 % des personnes interrogées occupent des postes d'OS et de manœuvres. Ce pourcentage est d'ailleurs à rapprocher du niveau très bas de formation. Six jeunes sur dix n'ont aucun diplôme. Cette situation permet, entre autres, aux patrons d'employer des jeunes à des travaux qui demandent une certaine qualification, sans pour cela leur verser un salaire correspondant.

une « enquête vérité »

Enfin, note la JOC, « les jeunes travailleurs sortant de l'entreprise ne sont reconnus que sur la qualification inscrite sur la fiche de paie et non sur le métier qu'ils ont effectivement exercé, et ce handicap les suivra constamment ». Ce sont les plus jeunes, les 13-16 ans, qui sont le plus soumis aux longs horaires et aux bas salaires. Plus d'un jeune sur quatre (29 %) travaille plus de 45 heures par semaine. Et 19 % font plus de 48 heures. « C'est aussi dans les secteurs où l'on trouve les horaires les plus longs, explique encore la JOC, que le mouvement ouvrier a le plus de mal à s'organiser à cause des longs horaires, de la dispersion, de l'isolement, de la répression ». Globalement, les filles sont moins soumises aux longs horaires que les garçons mais elles sont astreintes à des cadences plus fortes. Un jeune sur trois (36 %) pense que les cadences ont augmenté depuis qu'il travaille. Pour faire accepter cette accélération, des moyens subtils sont mis en œuvre : mouchards sur les machines, chronométrage, mise en place de bureaux d'études chargés d'étudier les gestes afin de travailler plus vite.

une bonne source de profits

Surexploité, déqualifié, le jeune est aussi sous-payé. En 1973, lors de l'enquête, le SMIC était à 805 F. Plus d'un jeune sur cinq gagnait moins que le minimum. 45 % n'atteignaient pas les 1 000 F. Toutes proportions gardées, les choses n'ont pas changé deux ans après. Conclusion de la JOC : « Aujourd'hui... la jeunesse est une bonne source de profit ».

La JOC, qui à cette occasion a réaffirmé sa volonté de lutter aux côtés des organisations ouvrières, prépare un gigantesque meeting qui doit se tenir dans sept mois et auquel sont invités les apprentis de toute la France.

M.T. ■

LA PEAU DE CHAGRIN



DU RADICALISME

◆ Réuni en congrès le week-end dernier, le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) a d'abord, et de façon quasiment unanime, réaffirmé son attachement à l'union de la gauche et au Programme commun. Les interrogations du sénateur de Béziers, Pierre Brousse, sur l'impossible conciliation entre liberté et dictature du prolétariat et sur les dangers de coupure de la France en deux, n'ont rencontré qu'un faible écho.

pas de suicide

Le projet de réunification à terme du courant radical, sous-jacent à ces interrogations, a été rejeté : le fait que ses principaux partisans aient déjà rallié la majorité, le spectacle lamentable offert par le récent Congrès des radicaux « gouvernementaux », ont contribué à ce rejet. Mais, ce qui a surtout pesé dans la balance, c'est la constatation du faible rôle joué par la droite radicale au sein du gouvernement et dans la coalition majoritaire, où elle fait de plus en plus figure de partenaire marginal voué à la satellisation par le courant centriste. Les radicaux de gauche ont donc refusé « la voie suicidaire du ralliement », suivant les termes employés par Robert Fabre.

Est-ce par fidélité aux principes éternels du radical-socialisme, trahis par les Perronet, Caillavet et autres Servan-Shreiber ? Que l'on nous permette d'en douter... Par rapport à l'histoire du radical-socialisme, c'est la position de Pierre Brousse qui rejoint les vrais principes de tactique parlementaire : ne jamais se couper totalement des détenteurs du pouvoir tout en se montrant capables de faire des « cures d'opposition » limitées

« Les radicaux de gauche veulent rester de gauche et radicaux » titrait Le Figaro, lundi 15 décembre... Au-delà de son caractère d'évidence, cette formule admirable reflète les contradictions qui traversent ce mouvement.

dans le temps, avoir éventuellement un pied dans la majorité, un pied dans l'opposition. Le problème du MRG concerne la possibilité, ou l'opportunité, de mettre en œuvre aujourd'hui cette tactique. Sa faiblesse actuelle exclut cette possibilité.

Cette faiblesse crée d'autres difficultés au MRG. Le courant radical subit depuis plusieurs années la double concurrence gaulliste et socialiste sur son terrain d'implantation traditionnel : la petite bourgeoisie se prolétarisant ou rejetée sur la droite par la peur du changement. Le MRG s'est vu plus ou moins nettement menacé d'absorption par le PS, parti « attrape-tout » dont les appétits voraces s'exercent de tous côtés. Face à ce danger « d'étouffement fraternel », les Radicaux de gauche ont réaffirmé leur autonomie idéologique et leur dynamisme organisationnel : d'où l'accent mis à leur congrès sur l'originalité de leurs propositions, la part donnée aux « jeunes Radicaux de gauche », l'affirmation que le MRG doit devenir un parti de masse s'adressant en priorité aux petits entrepreneurs capitalistes et aux classes moyennes salariées.

une double concurrence

Mais ces éléments introduisent une contradiction fondamentale au sein du MRG. Cette « nouvelle génération » de radicaux, d'ins-



piration mendésiste, qui apporte au mouvement un certain dynamisme et une volonté de durcissement idéologique, s'oppose dans une certaine mesure aux « notables » jugés politiquement peu sûrs. C'est de ces notables, de ces positions acquises depuis des décennies dans les municipalités, les institutions locales et régionales, que le MRG tire le peu de poids qui est le sien : ce qui reste de ses positions a été maintenu grâce non pas à de flamboyantes prises de positions sur la société solidaire de demain, mais à un jeu politique subtil, fait de manœuvres complexes, d'un recours permanent au jeu de bascule entre la droite et les partis ouvriers, d'alliances définies en fonction des conditions locales...

l'heure de vérité

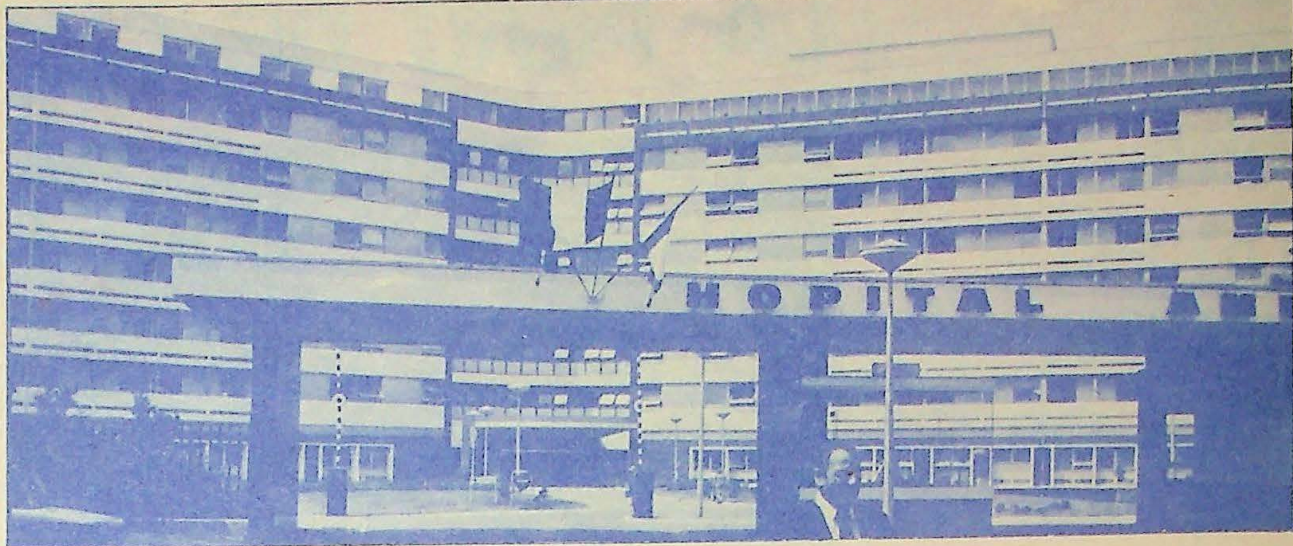
Renoncer à ces « acquis » ferait du MRG un simple club de pensée de jeunes bourgeois de gauche. C'est pourquoi, tout en utilisant les belles énergies des jeunes militants, tout en réaffirmant son attachement à l'union de la gauche, la direction du MRG n'a pas coupé dans le vif, et tente de préserver l'unité de ses troupes en leur présentant comme objectif une participation importante de leur parti au futur « partage des dépouilles électorales » de l'actuelle majorité.

Les prochaines échéances électorales — législatives, mais aussi municipales — représenteront l'heure de la vérité pour le MRG. L'heure de la vérité, du moins, pour le MRG en tant qu'organisation, en tant que parti bourgeois marginal. Car le courant du radicalisme historique a déjà connu son heure de vérité et appartient, d'ores et déjà, au passé.

Pierre CAIN ■

ASSISTANCE PUBLIQUE

L'HOPITAL, UN LIEU A PART ?



Les médecins ne sont pas les seuls à contester la médecine : les travailleurs de la santé, et notamment ceux de l'Assistance publique, critiquent eux aussi le système de la santé en France, comme l'ont montré les journées d'étude du syndicat CFDT-AP à la fin du mois de novembre. TS est allé plus au fond avec trois de ses militants.



CFDT postaux Paris : UN PAS EN AVANT

Le congrès du syndicat CFDT des services postaux de Paris, qui s'est réuni les 26 et 27 novembre derniers et était composé en majorité de jeunes, est le premier qui ait eu lieu après la grève d'octobre-novembre 1974 : il a permis de mesurer l'avancée des militants de la CFDT (et aussi d'une partie des travailleurs qu'ils influencent), et de voir que deux problèmes, apparus pendant la grève, sont encore aujourd'hui au centre de leurs préoccupations : comment concrétiser la stratégie de l'autogestion dans les luttes, quelle unité avec la CGT ?

De nombreux participants ont souligné la nécessité de proposer aux travailleurs des formes de lutte plus élevées que celles de la CGT, liées à sa propre conception des luttes, dans le cadre d'assemblées générales démocratiques où les travailleurs réalisent réellement l'unité en prenant en mains leur lutte. Des exemples sont venus illustrer ces propos (le timbre à 60 centimes de Paris-5e, le guichet gréviste d'Issy-les-Moulineaux, l'occupation des lo-

caux à Caen, etc.) qu'il aurait fallu généraliser pour vaincre. Le PC et le PS se refusaient alors à offrir un « débouché politique à la grève », le gouvernement avait cessé toute négociation le 5 novembre ; mais à ce moment-là, la combativité des postiers était encore très grande.

De telles initiatives n'auraient pu être prises sans relations évidemment plus conflictuelles avec la CGT. De toute façon, elles auraient rencontré la sympathie d'une part croissante de postiers qui avaient la volonté de vaincre, et y compris à la base de la CGT. C'est ce qu'ont exprimé les délégués quand ils ont voté un amendement précisant « toute unité qui ne se ferait pas sur des bases de classe doit être rejetée ».

Un pas en avant a donc été accompli, malgré le vote du texte d'orientation fort discret sur ces problèmes : 1 300 pour, 800 contre, 1 280 abstentions.

Michel ABRAHAMIAN ■

TS : Qu'appellez-vous les problèmes idéologiques de la santé ?

Lucette : L'hôpital n'est pas simplement une entreprise. La maladie est présentée par l'idéologie dominante comme indépendante des conditions socio-économiques, un simple fruit du hasard. S'attaquer aux raisons véritables serait remettre en cause l'organisation capitaliste de la société : les conditions et surtout l'organisation du travail (cadences, les 3 x 8), les conditions de vie (transports, pollution, logements), les rapports sociaux. Or, si la médecine est censée réparer les travailleurs, elle est aussi source de profits et sert à camoufler les véritables responsabilités.

La maladie est présentée comme une fatalité. Que seuls des spécialistes peuvent guérir, dans un lieu à part, neutre : l'hôpital. Le travailleur malade n'est pas appréhendé comme un être social mais comme une maladie, un numéro de lit, un objet à réparer. On lui demande d'être docile, de ne pas chercher à savoir, à comprendre.

Antoine : Il est important que nous, travailleurs de la santé, remettons en cause la barrière entre travailleurs soignés et travailleurs soignants et que nous aidions les travailleurs hospitalisés à briser le carcan débilisant du statut de malades, dans lequel les enferme le pouvoir médical. C'est la raison pour laquelle doit être élaborée une contre-charte des malades.

TS : Vous critiquez très durement l'organisation même du travail à l'hôpital.

Louis : L'unanimité s'est faite sur le rôle de la division des tâches dans la division des travailleurs.

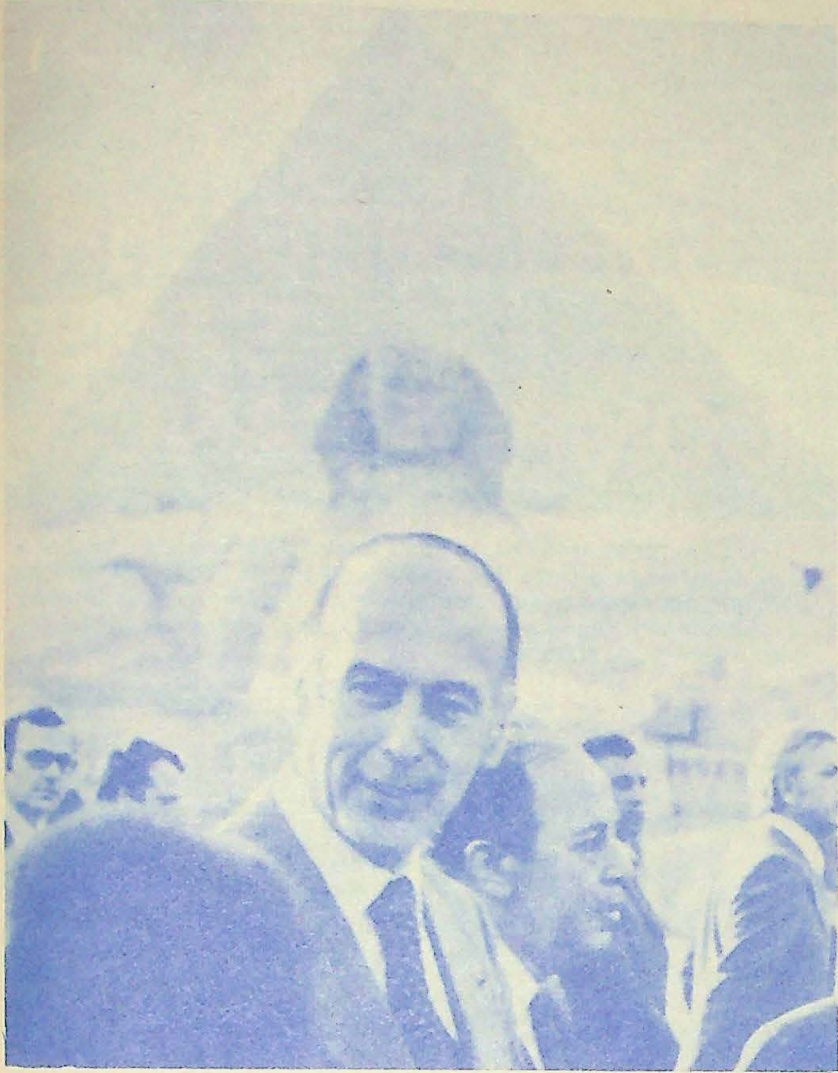
Non seulement la hiérarchie technique est abusive (chaque acte est réservé à une catégorie), mais surtout elle est responsable d'une hiérarchie sociale. Dans toute l'échelle sociale, il existe un certain nombre d'échelons « clefs » du point de vue de leur rôle politique. A l'hôpital, c'est particulièrement évident pour la surveillante d'un service : son rôle technique est pratiquement inexistant, mais elle sert de relais au pouvoir de l'administration et des médecins, est chargée de veiller à l'application de leurs décisions.

Lucette : La CFDT ne répond aux aspirations anti-hiérarchiques que sur le plan des salaires (grille unique, augmentations uniformes) : il nous semble aussi important de remettre en cause, dans les luttes et dans l'intervention quotidienne (refus de la notation), cette hiérarchie qui nous divise. Le rôle de la surveillante est clair lorsque des travailleurs en lutte dans un service organisent collectivement et démocratiquement leur grève. En prenant collectivement en mains les tâches de la lutte (soins gratuits avec blocage des fiches informatiques, réduction des cadences...), ils démontrent dans la pratique l'absence du rôle technique de la surveillante et la seule fonction qui lui reste : la répression, la dénonciation.

Antoine : Une partie des militants contestent cette analyse : pour eux, la lutte pour le socialisme se résoud à l'abolition de la propriété privée des moyens de production ; ils traitent de « réformistes » toutes les luttes contre l'organisation capitaliste de la société (avortement, cadre de vie, etc...). Jamais ils ne posent le problème du contenu des nationalisations, de leur forme, etc. Mais la construction du système de santé socialiste se réduirait-elle à la nationalisation des labos pharmaceutiques et à la gestion « démocratique » des hôpitaux tels qu'ils sont ? Sous la phraséologie révolutionnaire (destruction de l'Etat, appropriation collective des moyens de production...), on flaire tout de suite la bonne vieille stratégie social-démocrate.

Pour nous, se battre pour le socialisme, c'est bien sûr détruire l'Etat bourgeois, etc..., mais c'est dans les luttes s'en donner les moyens : l'autogestion n'est pas un gadget rejeté aux calendes grecques, c'est une stratégie de lutte qui ouvre la voie au pouvoir direct des travailleurs organisés. C'est sur ces positions que se sont retrouvés nombre de militants.

Lucette : Le clivage n'est ni abstrait, ni avant-gardiste. C'est un clivage politique réel, sous-tendu par des stratégies différentes : réformiste pour les uns, autogestionnaire et donc révolutionnaire pour les autres. Ce débat se retrouvera au prochain congrès sur les comités de grève, les AG souveraines, les revendications transitoires, le Portugal.



le commis voyageur

Quelques journaux français ont pu titrer « la France remplace l'URSS et les USA » au Proche-Orient. Ce n'est en fait pas si simple.

La politique de la France dans le bassin méditerranéen n'a l'aval de l'impérialisme américain que parce qu'elle assure une présence occidentale face à l'URSS à un moment où les USA éprouvent quelques difficultés. Le sous-impérialisme français joue, en fait, un rôle de relais de l'impérialisme principal américain. De nombreux pays éprouvent un besoin d'indépendance vis-à-vis des deux grands, en particulier en matière d'armements ; c'est pourquoi de tels marchés se sont ouverts dans tout le tiers-monde aux commis voyageurs français.

C'est dans cette optique qu'un important contrat pour la construction d'armes de « défense » a été passé par Giscard en Egypte. Mais le développement de cette politique ne peut aller sans quelques concessions politico-diplomatiques, comme la halte à Ismaïlia dont le gouvernement français aurait aimé se passer dans sa volonté de ménagement de l'Etat d'Israël.

Sur le plan politique, Giscard apporte son soutien au clan le plus réactionnaire du monde arabe (Nasser a été enterré une fois de plus) constitué par l'Egypte, soutenue par l'Arabie saoudite et le Koweït. L'Egypte devient, avec tous ses éléments « libéraux », un pilier de la politique méditerranéenne de la France, comme l'Espagne et la Grèce elles aussi « libéralisées ». L'Egypte, par le renforcement de sa puissance militaire, et la place stratégique qu'elle occupe maintenant avec la réouverture du canal de Suez (établissement d'une zone franche), pourra jouer un rôle de stabilisateur politique et militaire au sein du monde arabe au profit de la France, de la CEE et des USA. Dans le cadre d'une solution « pacifique » du problème arabo-israélien, la Méditerranée constitue une vaste zone en expansion où la CEE, dirigée ou devancée par la France, trouvera naturellement sa place dans le cadre d'une restructuration générale de l'impérialisme.

Le dialogue Euro-arabe, et la conférence Nord-Sud, entrent, eux aussi, dans cette vaste politique de restructuration.

Jean JULLIEN ■

Tchad.

Une interview d'Abba Sidik

Où en est le Frolinat ?

Le docteur Abba Sidik, secrétaire général du FROLINAT, qui mène depuis de longues années une lutte contre le néo-colonialisme français au Tchad, a bien voulu répondre aux questions de TS.

Abba Sidik a été contacté par la télévision pour une prochaine émission sur le Tchad. Il a refusé d'y participer, craignant que des montages et des commentaires lui attribuent des analyses qui ne soient pas celles du FROLINAT. A l'occasion de cette interview, il met les choses au point et répond aux interprétations peu correctes de ce qu'il a pu dire et écrire.

Quelques semaines après le conseil national du PSU sur les questions internationales, Abba Sidik nous rappelle la nécessité de lutter sans merci contre l'impérialisme français.

TS : Quelles sont pour le FROLINAT les conséquences politiques de l'affaire Claustre ?

Abba Sidik : L'affaire Claustre a été politisée pour rendre crédible Hissène Habré, créer une alternative à la junte qui n'est pas capable de faire face aux problèmes du Tchad. On a commencé à parler de l'affaire lorsque la junte a fait preuve de son incapacité à gouverner.

Dans le même temps, la presse française s'est livrée à un tapage publicitaire pour présenter, d'une part, Hissène Habré comme un responsable du FROLINAT — ce qui est faux car il n'a jamais appartenu à notre organisation — d'autre part, un FROLINAT miné par des tendances internes qui se traduisent par 3 fractions rivales : le FLT de Hassan Moussa qui s'est rallié à la junte le 11 octobre, une 1ère armée fantomatique, dirigée par Baghalani (que les journalistes nomment, général Barzani) et, enfin, un groupuscule minoritaire, cantonné dans le Nord-Est de l'Ennédi, et sur lequel j'exercerais une autorité purement nominale.

En résumé, le véritable FROLINAT, qui a mis en difficulté le régime de Tombalbaye, ce qui a entraîné l'intervention massive des troupes françaises, n'a jamais existé ; le seul FROLINAT qui existe, pour une certaine politique néo-colonialiste, serait celui de Hissène Habré, pompeusement baptisé « Conseil de commandement des forces armées du Nord — 2ème Armée ». C'est le « FROLINAT » qui est coté en bourse de l'information tapageuse, celui du Barnum Circus journalistique de l'été dernier.

Les déclarations des représentants français l'ayant contacté prouvent, qu'indépendamment des tractations, ils s'efforcent de présenter Hissène Habré comme un élément raisonnable, sans hostilité à une réconciliation nationale. Or, d'après les informations que nous possédons, l'objectif du gouvernement français était, dans un premier temps, un gouvernement d'union nationale composé de la junte et d'Hissène Habré et, dans un second temps, un coup d'Etat avec Hissène Habré comme garant des intérêts de la France.

En fait, c'est un cinéma politique qui cache une lutte d'influences dont l'enjeu est constitué par l'ensemble des richesses pétrolières et minières.

Le 9 septembre 1969, Tombalbaye fatigué des tergiversations du gouvernement français avait rompu ses engagements avec la France et passé des accords avec les Etats-Unis (Continental Oil Company), leur octroyant le monopole des permis d'exploitation pour une durée de 5 ans renouvelable, par entente tacite. En 1972, la Continental Oil Company avait cédé 50 % de ses parts à Shell et, en 1974, 25 % à la Bishop Oil and

TS : Quelles perspectives ce retrait ouvre-t-il aux armées du FROLINAT ?

AS : La présence de l'armée a été une force de dissuasion psychologique. Aujourd'hui elle n'existe plus. On comprend le désarroi de la junte, d'autant plus grand que l'armée n'est pas homogène, qu'elle dirige les affaires du Tchad sans formation politique adéquate. La plupart des militaires pensaient que tout le pouvoir devait leur revenir. Après le coup d'Etat, ils ont déclaré : « nous avons tué Tombalbaye parce qu'il n'a pas tenu compte des services rendus, du dé-

Refining Company. Or, ces sociétés américaines ont obtenu des contrats semblables au Niger pour l'exploitation des richesses minières et pétrolières sur la quasi totalité du territoire.

Etant donné l'instabilité politique du Tchad, les Etats-Unis n'ont commencé les recherches qu'en décembre 1974, sur l'intervention de Mobutu. Les premiers forages intéressaient le Sud, le Logone oriental ; les résultats sont positifs. Les recherches continuent.

La France n'a pris conscience de la mainmise des Etats-Unis qu'en 1970, donc après la signature des accords. ELF-ERAP a essayé de rattraper cette erreur en contactant le FROLINAT. Cela s'est fait par l'intermédiaire de barbouzes, dont nous avons bien sûr refusé le concours ! Dans cette bataille économique, qui se passe sous le couvert de l'affaire Claustre, il s'agit pour la France de trouver un homme capable de réviser les accords entre les Etats-Unis et le Tchad. Mais, dans cet enjeu pétrolier, la France n'a pas assez d'atouts car, depuis mai 1975, l'US-AID s'est installée en grand à Djaména.

Il est intéressant de noter la déclaration du représentant de l'US-AID, Mr Lundgren. « Cette nouvelle politique reflète la volonté du gouvernement américain, particulièrement après son désengagement du Sud-Est asiatique, de porter ses efforts dans les pays du Sahel ». L'aide des Etats-Unis destinée au gouvernement passe obligatoirement par l'US-AID qui peut l'utiliser à des fins politiques. Déjà, elle finance des entreprises locales, ce qui lui permet de se créer une clientèle. Pour compléter la « logistique » américaine, une ambassade aux effectifs pléthoriques a été installée et le Peace Corps (200 personnes) intervient dans la région du lac Tchad. Voilà pourquoi la France a mené d'une manière maladroite l'affaire Claustre qui, au départ, devait servir de couverture pour une opération politique, mais qui en fin de compte a donné des résultats désastreux.

Conséquence des maladroites françaises, les militaires tchadiens ont demandé malgré eux le départ des troupes françaises. Cela affaiblit les chances de la France. Les déclarations de Malloum sur Hissène Habré « homme de valeur » prouvent qu'aujourd'hui les militaires cherchent à limiter les dégâts. La France a d'ailleurs demandé les bons offices d'un vieux chef d'Etat d'Afrique du Nord pour réconcilier les deux factions. Mais les militaires sont méfiants ; ils ont pris goût au gouvernement et ils craignent qu'Hissène Habré les supplante s'il y a réconciliation.

« vouement des militaires ».

Aujourd'hui, le soldat tchadien est fatigué de cette guerre ; il n'est plus disposé à porter les armes pour protéger les intérêts d'une minorité. Lorsque les troupes du FROLINAT lancent une action, l'armée ne réagit plus. Les militaires font un forcing forcé pour demander de l'aide face aux armées du FROLINAT, parce qu'ils savent bien qu'avec leurs seuls moyens ils sont impuissants. □

Une interview du MES et de la Luar



Le 25 novembre est un peu un « 11 mars » à l'envers. Cette situation nouvelle a surpris et découragé les masses populaires et les forces révolutionnaires au Portugal ; elle a aussi semé le désarroi et, à tout le moins, l'inquiétude chez les amis nombreux de la révolution portugaise, en France en particulier.

Et là trois exigences s'imposent à nous : d'abord, face aux moyens d'information de la bourgeoisie, il s'agit d'établir ou de rétablir la vérité des faits eux-mêmes : en ce sens, nous avons donné la parole aux révolutionnaires portugais (voir l'interview ci-contre de deux responsables du MES et de la LUAR).

Il faut aussi organiser la solidarité pour nos camarades victimes de la répression : samedi 13, s'est tenue à Paris une réunion du comité Russel (voir notre encadré).

Enfin, nous ne pouvons pas ne pas nous interroger sur l'importance et les conséquences de cette défaite. En effet, comment comprendre une série de victoires importantes des forces populaires — tant sur le terrain social (victoire des métallurgistes, des ouvriers du bâtiment) que sur le terrain militaire (mouvement des SUV, blocage de la création d'une force de répression, l'AMI) — se termine par un tel effondrement ?

Est-il suffisant de s'en prendre aux forces réactionnaires, au PS et aussi au PC, pour expliquer cette déroute ? S'est-on interrogé suffisamment sur les raisons de l'échec du cinquième gouvernement de Vasco Gonçalves en août ?

Alors que, d'un côté, la bourgeoisie dispose d'une formule gouvernementale transitoire PPD-PS, dans une perspective d'un gouvernement homogène de droite PPD-CDS, le mouvement révolutionnaire n'a guère essayé de décrocher les masses influencées par le PS — et donc le PS — en défendant la seule formule gouvernementale possible dans la période. C'est-à-dire une alliance des forces représentatives, à ce moment, des forces populaires sur un programme offensif, incluant donc le PS.

En d'autres termes, quelles leçons l'extrême gauche a-t-elle tirées du caractère non viable du gouvernement de Vasco Gonçalves ? L'absence de perspective claire, crédible pour les masses, au niveau du pouvoir politique n'est-elle pas la raison fondamentale de la défaite, malgré l'importance des succès sociaux et militaires précédents ?

Il faudra s'interroger sur les causes de la surestimation du rapport des forces par les révolutionnaires, sur leur capacité autocritique. Sans complaisance. L'enjeu est trop important.

Bernard RAVENEL ■

S'INTERROGER SANS COMPLAISANCE

TS : La surprise créée par le 25 novembre tient dans la « facilité » avec laquelle le groupe des « neuf », le PS, la droite militaire et politique ont repris la situation en mains et démantelé la gauche révolutionnaire dans l'armée. Comment expliquez-vous un tel retournement de la situation ?



Fernando Marquês (LUAR) : L'offensive du PCP se faisait sur des bases politiques assez fragiles. Il avait essuyé une sérieuse défaite auparavant. Participant au gouvernement, le PCP était obligé de développer une politique d'opposition, d'autant plus possible que la mobilisation de masse était limitée par la nature même de ses objectifs (revendi-

cations économiques et contrats collectifs). Mais la faiblesse de l'offensive PCP tient en ce que les mobilisations des travailleurs provenaient de l'intersyndicale, et surtout des intercommissions ; la direction du PCP pouvait se voir débordée. Mais ce qui domine dans la situation d'alors, c'est l'ambiguïté liée à l'absence d'alternative de pouvoir...

TS : Il y avait pourtant la lutte pour l'exclusion du PPD du gouvernement, qui était l'occasion de faire émerger une formule transitoire ?



Fernando Marques : A propos du PPD, le PCP était obligé de mener cette bataille surtout en raison du violent virage à droite du PPD, avec la ré-élection de Sa Carneiro qui exigeait l'exclusion du PCP du gouvernement.

José Galamba (MES) : Le sixième gouvernement a prétendu remettre tout en ordre grâce au soutien de la droite (PS, PPD, CDS et dans l'armée, les spinolistes et les « professionnels »). Face à lui, la montée du mouvement des soldats et du mouvement populaire provoquait

une polarisation de classe. Le mouvement populaire, bien qu'utilisé par le PCP pour ses fins politiques, le débordait et montrait sa détermination. Lors de la grande démonstration du 16 novembre devant le palais de Belem, le PCP n'en avait pas le contrôle.

Et là, le MES pense que le mouvement posait la question du pouvoir et qu'une conciliation avec la droite et la social-démocratie était à refuser. Le problème du mûrissement d'une direction politico-militaire pour un soulèvement et non pour une

COMITE RUSSEL

Samedi 13 s'est tenue à Paris la première réunion du « Comité international Russel pour le Portugal ».

Présidés par Andrey Wise, membre du Parlement britannique, les délégués (Anglais, Français, Allemand, Suisse, Grec, Hollandais) ont adopté plusieurs résolutions pour la défense des emprisonnés, de la réforme agraire, du contrôle ouvrier et du pouvoir populaire. Une commission d'enquête a été désignée : elle ira au Portugal examiner les conditions de détention des officiers révolutionnaires. Cette commission fera son rapport, au cours d'une conférence internationale qui se tiendra fin janvier.

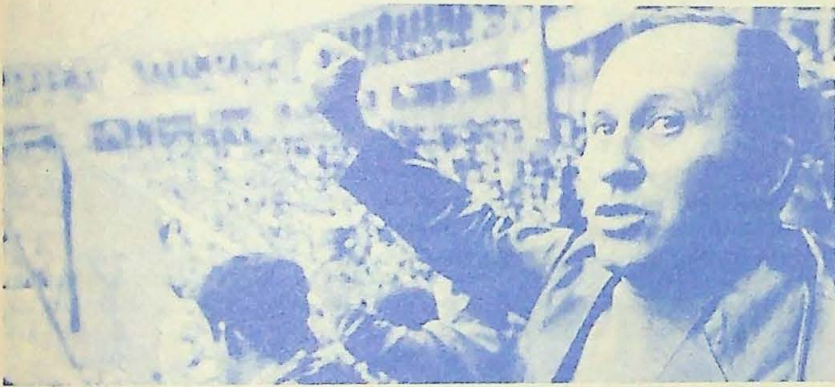


insurrection se posait également ; en aucun cas, cela n'était prévu pour le 25 novembre.

Fernando Marques : Il est important de souligner certains points soulevés par le camarade Galamba, et tout d'abord de revenir sur la question de la nature des « neuf » et du PS. Le document des « neuf » a représenté un facteur de polarisation des conservateurs et réactionnaires de l'armée ; la crise qu'il a ouvert a même servi les tentatives de coups de force de ces éléments en août, qui ont été également permises par le PCP : il a préféré le compromis au niveau des cabinets à la radicalisation existant dans l'armée et le mouvement de masse.

Quant au PS, il s'est radicalisé à droite, à la fois pour des raisons internationales et à cause de sa rivalité avec le PCP, il a utilisé la campagne anticommuniste, et des secteurs de la moyenne et de la petite bourgeoisie se sont rangés derrière lui. Devant l'aiguinement des luttes et l'aggravation de la situation économique, ces couches tendent à tomber dans les bras de la contre-révolution.

TS : On en arrive aux événements du 25 novembre. Je crois que vous voulez préciser les responsabilités dans cette épreuve de force.



José Galamba : Les officiers révolutionnaires ont toujours contrecarré les poussées putschistes, existant notamment parmi certains éléments « gonzalvistes ». En réalité, la droite préparait effectivement un coup de force : la grève du sixième gouvernement était une initiative de la droite pour provoquer la rupture. Il était prévu que les députés du Nord, PS, PPD, CDS, avec l'appui des généraux Pires

Avant le 25 novembre, il y avait une phase favorable à l'offensive révolutionnaire mais les modifications au niveau du pouvoir se sont faites vers la droite. De la constitution du sixième gouvernement à la grève de ce même gouvernement, on avançait vers une situation de rupture de plus en plus nette et on aboutissait même à un cul de sac.

La droite attendait que la gauche fasse des erreurs, car il existe réellement une politique aventuriste et putschiste dans des secteurs de la gauche révolutionnaire militaire et civile qui prônent la voie insurrectionnelle, et qui l'envisageaient. Mais tous pratiquement savaient que, s'ils prenaient l'initiative, la gauche révolutionnaire perdrait ; de même pour la droite. Donc, pour la droite, il fallait créer la situation favorable pour démanteler la gauche révolutionnaire. Je crois que, si la tentative des paras n'a pas été l'œuvre de provocateurs et répondait à des problèmes professionnels, elle a été utilisée par la droite, car elle est bien tombée dans la conjoncture.

Veloso, Charais, Pezaro Correia, forment un gouvernement à Porto et provoquent la « Commune rouge » de Lisbonne. Par ailleurs, il s'était constitué un Etat-major parallèle à Amadora ; des avions avaient été regroupés à Cortegaça (base de l'OTAN dans le Nord). A Rio Major, des paysans propriétaires avaient, le 24 novembre, dressé des barrages de route et menaçaient de couper l'électricité pour Lisbonne.

TS : L'impression générale, c'est que les événements du 25 novembre ont pris de court, et laissé dans le désarroi, la gauche révolutionnaire et le mouvement de masse. Quelle a été alors l'attitude de vos organisations ? Par exemple, le MES et le PRP ont publié un communiqué commun de tonalité insurrectionnelle.



Fernando Marques : Une fois les événements déclenchés, nous avons été dépassés. Toutefois, nous avons organisé une mobilisation nationale de notre organisation et nous avons pris des

contacts avec les militaires pour aider à la défense des points menacés.

Or, dans les unités militaires, il y avait un mélange de confusion, d'attente et de confiance, car il

n'y avait sûrement pas de plan insurrectionnel. Les militaires attendaient des initiatives des généraux comme Otelo et des fusiliers marins d'Alfeite ; il n'y avait aucune coordination.

Dans une telle situation, du point de vue politique, nous avons tenté d'opérer une mobilisation défensive des commissions de travailleurs et de **moradorès**. Cela fut très difficile car on ne savait pas ce qui se passait ; nous n'avions pas d'objectifs précis. Pendant deux jours, nous avons tenté une mobilisation et la lutte contre l'état de siège.

Le 25 novembre a mis en lumière que nous, je veux dire toute la gauche révolutionnaire, n'avons pas pu — et pas su — canaliser les potentialités révolutionnaires des masses, créer des structures organiques solides du mouvement de masse. Nous avons surévalué l'état du travail dans l'armée et la spontanéité des masses ; nous avons méprisé le travail d'organisation. Nous n'avons pas su créer la force organique, base d'une direction politique révolutionnaire. De ce point de vue, le FUR est un échec. L'explication fondamentale se trouve dans l'immaturité de la gauche révolutionnaire, son manque d'expérience (nous sor-

TS : Le bilan du 25 novembre est lourd. Les forces de droite poursuivent leur avantage : décret de fin du MFA, offensive contre la réforme agraire comme à Rio Major... Comment analysez-vous cette évolution et quelles sont vos perspectives devant la nouvelle situation créée ?



Fernando Marques : Le mouvement de masse et ses structures d'auto-organisation, certes, n'ont pas été touchés, mais ils vont l'être, soit par des moyens politiques — le PCP a déjà un rôle démobilisateur du « pouvoir populaire », et cherche à galvauder la nature de ces structures —, soit par des mesures administratives ! le communiqué récent du ministère de l'Intérieur déclare illégaux les commissions de **moradorès**.

La gauche révolutionnaire et le projet du « pouvoir populaire » ont perdu deux piliers : la gauche militaire et la présence dans les moyens d'information. Le plus grave de la situation, c'est, comme nous l'avons toujours dit, que le PS et les « neuf » ont joué les apprentis-sorcières. Melo Antunes est déjà isolé et dépassé par la droite. Cela permet d'envisager des perspectives difficiles. Au Portugal, des positions intermédiaires ne sont guère possibles.

Pour notre part, nous sommes dans une phase de reconsidération de notre stratégie et de notre tactique, de notre pratique, de nos structures. Il faut passer à une politique d'« offensive défensive » — lutte contre la répression, défense des conquêtes ré-

volutions de 50 ans de fascisme), de cadres et de moyens.

José Galamba : Encore une fois, il n'y a pas eu de coup de la gauche révolutionnaire, pas de plan insurrectionnel. C'est vrai que le MES, du point de vue propagande-agitation, parlait de voie insurrectionnelle, mais pas du point de vue militaire.

C'est le PCP qui avait une politique putschiste. Il a profité du mécontentement des parachutistes de Tancos pour les utiliser de façon aventuriste dans le cadre de sa stratégie basée sur deux mots d'ordre, « **plusieurs militaires progressistes au Conseil de la révolution** » et « **PPD, hors du gouvernement** », et ainsi faire pression sur le PS.

Des éléments inattendus ont modifié ce projet. Tout d'abord, les parachutistes ont été plus loin : emprisonnement du général Pinho Ferreira, utilisation de la télévision. Deuxièmement, la droite a alors exploité la situation. Le PCP a alors préféré le compromis proposé par Melo Antunes à la riposte ; par un communiqué, le 26 à 4 h du matin, il stoppait toute mobilisation. La droite militaire a alors poursuivi son avantage en profitant de l'indécision et de l'attente réciproque dans laquelle se trouvaient les unités militaires.

volutionnaires — pour la recomposition des forces.

José Galamba : Le coup militaire réactionnaire du 25 novembre ouvre une nouvelle phase de la lutte de classes au Portugal ; il prépare une grande et inévitable épreuve de force entre la bourgeoisie et la droite militaire d'une part, le mouvement populaire et les forces révolutionnaires d'autre part.

A partir de maintenant, le mouvement populaire de masse ne peut compter que sur ses propres forces. En regard d'une telle situation, nos tâches se structurent autour de trois axes :

— faire, des organes du pouvoir populaire, les bastions de la résistance à l'avancée de l'offensive bourgeoise et de l'unité des révolutionnaires,

— dresser une forte barrière à la politique de sauvetage du capitalisme,

— lancer un front de masse antifasciste et anticapitaliste capable d'unir les classes et secteurs sociaux qui peuvent faire front à l'offensive répressive de la bourgeoisie, défendre les conquêtes révolutionnaires et relancer l'offensive ouvrière et populaire.

Propos recueillis par
Claude LOUZOUN ■

Espagne



ce n'est pas l'arme au pied...

Comme prévu, le nouveau gouvernement d'Arias Navarro est un mélange de personnalités, savamment dosé, qui cherche à regrouper toutes les tendances du franquisme, y compris celles que le Caudillo vieillissant avait à un moment donné rejeté.

Quelle est la part du « bunker » dans ce gouvernement ? Quelle est la part accordée à ceux qui se réclament d'une droite libérale ? En termes de personnes, il est évident que cette droite contestataire l'emporte : en termes plus politiques, les premières déclarations sont suffisamment ambiguës pour créer un certain nombre d'espoirs dans une partie de l'opinion qui, tout en aspirant à des changements réels, redoute des affrontements plus vigoureux. Mais dans le même temps, en évitant de se prononcer sur des questions aussi vitales que l'amnistie générale pour les prisonniers politiques, le retour des émigrés, le déblocage des salaires, le gouvernement rassure la vieille garde franquiste, à qui il laisse la possibilité de reprendre souffle et d'organiser la pression.

un trou d'air

Un journaliste espagnol, qui a souffert ces derniers temps de multiples menaces des ultras, me dit « on est comme dans un avion qui traverse un trou d'air. Comme la passe est difficile, et le tangage sérieux, chacun s'agrippe à l'autre, sans trop s'interroger sur qui il est. Quitte à découvrir ensuite que décidément on n'était pas là pour les mêmes raisons ». Il me dit ça, en ignorant à ce moment que le nouveau ministre des Affaires étrangères, le comte de Motrico, voyage vers Paris dans le même avion que Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE, à qui l'on venait de remettre son passeport.

Et de fait, tant dans les forces du régime que dans celles de l'opposition, on est dans l'expectative. Le gouvernement, dit-on ici et là, doit être jugé non en fonction de ses déclarations, mais de ses actes. Est-ce que, vraiment, on peut s'en tenir là, et rester l'arme au pied, dans l'attente des décisions prises par le pouvoir ? S'il en était ainsi, cela voudrait dire que l'ensemble du mouvement ouvrier accepterait de voir s'installer durablement l'expérience Juan Carlos.

les appuis retrouvés ?

En fait, il devient évident que le nouvel homme fort du gouvernement — Fraga Iribarne — cherche à disputer à l'opposition toutes les franges des classes moyennes, de la hiérarchie de l'Eglise et de l'armée qui, dans les dernières années du régime, avaient composé avec l'opposition. Il a pris, avant d'entrer au gouvernement, de multiples contacts avec les milieux les plus divers, et il tente de faire croire actuellement que son entrée au gouvernement signifie que de multiples doléances ont été entendues.

Du côté de l'armée, c'est le courant dit « professionneliste », dont Diez Alegria est le leader très représentatif, qui est valorisé. Son rôle devrait être important dans les semaines qui viennent, à la fois dans l'appui au gouvernement et dans l'épuration qui semble se dessiner au sein de la garde civile et de la police politique. L'Eglise a posé de redoutables problèmes au régime, ces dernières années. Un appui mesuré du cardinal Tarazona apparaît possible à Fraga, moyennant une décision d'importance : la séparation définitive de l'Eglise et de l'Etat.

Ces deux appuis ont été recherchés, et semble-t-il obtenus, à partir de trois orientations :

- tous les changements doivent aller dans le sens d'une démocratisation qui rapproche — mais rapproche seulement — le régime de celui des démocraties bourgeoises occidentales,
- les opérations au coup par coup doivent toujours être sélectives. C'est la seule manière de préserver l'autorité de l'Etat, qui octroie des libertés et ne se les laisse pas arracher,
- l'appui international, et notamment celui de Giscard, va encore s'accroître. D'où l'idée d'un premier voyage international de Juan Carlos, à Paris précisément.

c'est à partir des entreprises...

La création d'un comité de coordination entre la junte démocratique et la Convergence montre que l'opposition sent tous ces dangers. Les manifestations en cours prouvent également qu'une résistance populaire est non seulement possible mais pourrait revêtir une très large ampleur. A la condition que la condamnation de l'expérience Juan Carlos soit au départ nette et sans bavure.

Dans l'état d'information où nous sommes, il est cependant impossible de savoir si tout est réellement fait pour que ces manifestations atteignent le niveau indispensable. Disons que les éléments qui nous parviennent ces jours-ci sont contradictoires. D'où l'appel de plus en plus pressant qui monte vers les commissions ouvrières, dont chacun sent qu'elles vont avoir à jouer un rôle fondamental, dans les semaines et les mois qui viennent.

Comment, dès maintenant, « déstabiliser » le régime qui se met en place, comment le briser en élargissant les failles qu'il présente dès maintenant ?

Ce sont les questions du moment.

Marc ECHEVERRY ■